HAL open science

Colloque international “ Sortir de la violence ” 30 novembre-1er décembre 2020

Yvon Le Bot, Claude Le Gouill, Verónica Vallejo Flores

To cite this version:

Yvon Le Bot, Claude Le Gouill, Verónica Vallejo Flores. Colloque international “ Sortir de la violence ” 30 novembre-1er décembre 2020. 2021. hal-03314891

HAL Id: hal-03314891

https://hal.science/hal-03314891v1

Submitted on 5 Aug 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Colloque international **« Sortir de la violence »**
30 novembre-1er décembre 2020

PROGRAMME DE RECHERCHE « SORTIR DE LA VIOLENCE » (SoV)
RÉALISÉ AVEC LE SOUTIEN DE L'AGENCE NATIONALE DE LA RECHERCHE
PROJET ANR-16-CE39-0010

Compte-rendu du colloque

Yvon Le Bot
Claude Le Gouill
Verónica Vallejo Flores

PRÉAMBULE

Le colloque international (workshop final) a présenté les principaux résultats scientifiques du programme SoV, et donné lieu à des échanges et discussions autour des travaux présentés.
À l'instar de l'ensemble des recherches menées dans le cadre du programme, il a combiné réflexion théorique et enquêtes de terrains.
Il a mis en évidence l'unité et la cohérence des études effectuées autour du sujet commun (de la violence à la sortie de violence) en même temps que la diversité des approches, ainsi que les spécificités des aires culturelles et des pays de référence.
Le programme SoV a contribué à construire un nouveau champ de recherche. Il a donné lieu à la formation et au développement de solides réseaux internationaux de chercheurs comme l'a manifesté le colloque. Il y a mobilisé de nombreux jeunes chercheurs, leur donnant des possibilités de mener des enquêtes de terrain et de participer à une réflexion collective.
Il a ouvert des pistes et des questions qui pourront orienter des recherches futures, aider à comprendre des situations complexes, éclairer les enjeux et inspirer des processus de sortie de violence.

Le colloque s'est tenu sur deux journées divisées en quatre sessions. Il a mobilisé plus d'une centaine de participants entre exposants (une trentaine de personnes) et public (environ 75-80 personnes connectées par session, plus de 120 inscrits au total). Principalement des chercheurs, mais aussi des acteurs politiques, culturels ou sociaux, associatifs et humanitaires.
Intégralement en visioconférence en raison de la crise sanitaire, il a rassemblé et permis des échanges entre des personnes situées en de multiples lieux, principalement en France et en Amérique latine, mais aussi en Amérique du nord. À la satisfaction d'un large public comme en témoignent les nombreux commentaires reçus (voir un échantillon ci-dessous).

La performance a été rendue possible grâce au concours du personnel technique de la FMSH et notamment d'Emmanuel Corne et de Michel Zumkir qui ont accompagné, avec professionnalisme et efficacité, la préparation, l'animation et la captation audiovisuelle de l'événement. Ce qui a permis qu'il se déroule de manière dynamique et fluide, sans accrocs, combinant présentations et débats en direct, chat et vidéos préenregistrées.

Le présent compte-rendu se compose de trois parties : programme des journées du colloque ; résumés des présentations et interventions ; commentaires et réactions.
Il sera disponible sur le site du projet SoV-ANR : https://sov.hypotheses.org/

Le colloque a aussi fait l'objet d'une captation audiovisuelle qui sera diffusée sur Canal U à partir de fin janvier.
Outre les nombreux travaux qui figurent déjà sur le site, plusieurs publications majeures sont en cours : *Sortir de la violence. Que nous enseigne l'Amérique latine ?* (deux versions : en français et en espagnol), *Family and jihadism. The French experience* (Routledge), un numéro spécial de la revue *Critique internationale*, un mook *Le Mexique. Une terre de disparu.e.s*.

I- PROGRAMME

Les « violences extrêmes » et leurs rapports avec la politique et la religion ont toujours constitué un important objet des sciences humaines et sociales, en France comme à l'étranger. Il n'en va pas de même pour la sortie de violence malgré une abondante littérature d'experts.
À la suite des attentats de 2015 et 2016 en France et dans le cadre de l'Observatoire des radicalités et de l'Observatoire de la sortie de la violence de la FMSH, le projet ANR Sortir de la violence (SoV) a cherché à combler cette lacune. Il s'intéresse au phénomène dans ses dimensions aussi bien collectives (touchant aux États, aux guérillas, aux groupes terroristes, à des réseaux familiaux...) qu'individuelles (la résolution de traumatismes psychologiques par exemple).

Dans une perspective dynamique et multidimensionnelle, le projet vise à comparer de manière transversale des expériences de violence extrême et de sortie de violence situées dans des aires géographiques et culturelles différentes. Les chercheurs mobilisés ont travaillé dans un souci de convergence autour de problématiques, de tâches et de terrains définis en commun. Ont ainsi été identifiés les grands thèmes suivants : de la subjectivation individuelle à l'engagement collectif à travers les réseaux familiaux ; le passage à l'acte et les méthodes d'exécution ; comment sortir de la violence ? luttes contre les violences extrêmes, le terrorisme et le crime organisé ; justice, injustice et émotions politiques dans la sortie de la violence. Divers cas d'étude ont été privilégiés, en France et en Europe (radicalisations djihadistes et mouvements indépendantistes), en Amérique latine (sortie des dictatures et des conflits armés, violences paramilitaires et des narcotrafiquants), au Proche et Moyen-Orient (Daech, Syrie, Liban…), en Afrique (milices, guerres civiles et génocides avec une focalisation sur la Côte d'Ivoire).

Dans ce cadre, le colloque international « Sortir de la violence » vise à présenter les principaux résultats de ce projet ANR et les pistes de réflexion futures pour comprendre les violences extrêmes et leurs sorties.

Autour des coordinateurs, Yvon Le Bot, Jérôme Ferret et Claude Le Gouill, et des autres responsables thématiques, Jean-Pierre Dozon, Jacobo Grajales, Farhad Khosrokhavar, Pénélope Larzillière, Sabrina Melenotte, ainsi que de membres du conseil scientifique, André

Guichaoua, William O'Neill, Jacques Sémelin, Gonzalo Sánchez, le colloque a réuni, deux jours durant, plusieurs dizaines de chercheurs impliqués dans cette réflexion collective, depuis quatre années dans diverses régions du monde : Europe, Amérique du Nord, Amérique latine, Afrique, Proche et Moyen-Orient.

Programme 30 novembre

9h Ouverture
| Loïc Dubois, Agence nationale de la recherche
| Yvon Le Bot, Fondation Maison des sciences de l'homme, Paris
| Jérôme Ferret, Maison des sciences de l'homme et de la société, Toulouse

9h30-12h De l'expérience subjective à l'engagement collectif

9h30-10h30
| Jérôme Ferret (Université Toulouse1 Capitole-iDETCOM, MSHS T-CNRS) ; Bartolomeo Conti (EHESS-CEMS) ; Bruno Domingo (Université de Toulouse 1) ; Farhad Khosrokhavar (EHESS)
Anthropologie des configurations affectivo-familiales et engagements djihadistes. Réflexions à partir de l'ouvrage Family and jihadism : the French experience *(à paraître, Routledge)*

| Alfonso Pérez-Agote (Université Complutense, Madrid)
L'auto-dissolution de la violence armée au Pays basque. Causes et difficultés internes et externes

| Marie Kortam (Institut français du Proche-Orient IFPO, Beyrouth)
Usbat Al-Ansar de la radicalisation violente à la dé-radicalisation inachevée

10h30-12h Échanges et débat

Pause

14h30-17h Le passage à l'acte et les méthodes d'exécution

14h30-15h30
| Sabrina Melenotte (IRD-URMIS, Paris)
Introduction

| Luis López Aspeitia (École nationale supérieure d'architecture de Paris la Villette - ENSAPLV)
De la victimisation à l'action : parcours d'acteurs face à la violence de la disparition forcée au Mexique

| Paola Díaz (EHESS-CEMS, Paris)
Aux frontières de l'humanité ? (Dé)valorisations de la vie humaine dans le nord du Mexique

| Romain Huët (Université de Rennes 2, PREFICS)
Journal de Syrie (2012-2018)

| Luis Velasco-Pufleau (Université de Berne)
Musique et violence armée

15h30-17h Échanges et débat

<u>Programme 1er décembre</u>

9h30-12h Justice, injustice et émotions politiques

9h30-10h30
| Pénélope Larzillière (IRD-CEPED, Paris) et Jacobo Grajales (Université de Lille, CERAPS)
Introduction

| Erminia Chiara Calabrese (EHESS, CéSoR, Paris et Université de Tarragona, Espagne)
Émotions et affects de combattants du Hezbollah libanais engagés sur les fronts syriens

| Laura Ruiz de Elvira (IRD-CEPED, Paris)
De l'engagement armé à l'engagement humanitaire. Trajectoires militantes, émotions et sentiments moraux dans la Syrie post-2011

| Léo Montaz (Université de Lille, CERAPS)
La démobilisation, un parcours du combattant ? - Réflexions sur le cas ivoirien

| Valentina Napolitano (Institut français du Proche-Orient, IFPO, Amman, Jordanie)
Les émotions d'ex-militaires syriens : mise en cohérence, dynamique de groupe et valorisation de soi

10h30-12h Échanges et débat

Pause

14h30-17h Comment sortir de la violence (ou ne pas y entrer) ?

14h30-15h30
| Yvon Le Bot (Collège d'études mondiales, FMSH, Paris)
Sortir de la violence. Les voies et les acteurs

| María-Victoria Uribe (Université du Rosario, Bogotá)
Violencia mutante y paz esquiva en Colombia

| Víctor Quintana (Université autonome de Ciudad Juárez, Mexique)
La lucha contra la violencia de alto impacto en México

| John Sabogal (EHESS, Paris)
La reconfiguration de la violence armée en Colombie après l'Accord de paix

| Johanna Carvajal González (Université d'Aix-Marseille et Université d'Antioquia, Medellin)
L'art comme alternative à la violence en Colombie : du Street Art au théâtre

| Marie-Christine Doran (Université d'Ottawa, Canada)
Le rôle politique de la Mémoire en Colombie et au Chili : Imaginaires, mobilisations, institutions

| María Emma Wills (Université des Andes, Bogotá)
La mémoire historique en Colombie (2005-2018). Paradoxes d'un processus.

| Ricardo Peñaranda (Universidad Nacional de Colombia, Bogotá)
La confrontación de las narrativas sobre la guerra en Colombia a la salida de la violencia

15h30-17h Échanges et débat

17h Clôture
| Michel Wieviorka (EHESS, Paris)
Dissymétries et temporalités dans la sortie de la violence

II- RÉSUMÉS DES INTERVENTIONS

Ouverture

Loïc Dubois, Agence nationale de la recherche
Yvon Le Bot, coordinateur scientifique du projet, Fondation Maison des sciences de l'homme, Paris
Jérôme Ferret, Maison des sciences de l'homme et de la société, Toulouse

Ce colloque est un moment d'une aventure intellectuelle qui a commencé en 2015-2016, entre tragédie et espoir. La tragédie c'était les attentats-massacres en France ; l'espoir, le processus de paix en Colombie.
Cette aventure intellectuelle culmine aujourd'hui dans un contexte de crise globale.
Au départ en effet ce programme « Sortir de la violence » a été une réponse à un appel à projets du CNRS, après l'attentat du Bataclan. Et il a été mis en œuvre avec la participation de collègues colombiens, entre autres.
Il a ensuite été étendu et développé au sein de la Fondation Maison des sciences de l'homme avec un financement de l'Agence Nationale de la Recherche. Dans l'équipe ayant conçu, élaboré et animé le projet, figurent notamment Michel Wieviorka, Jean-Pierre Dozon, Sabrina Melenotte, Sylvie Gangloff, Pénélope Larzillière et Jacobo Grajales. Ainsi que Jérôme Ferret qui coordonne l'équipe partenaire basée à Toulouse (il en parlera lui-même dans quelques instants).
Je tiens aussi à mentionner Gonzalo Sánchez, qui dirigeait le Centre national de la mémoire historique, notre partenaire en Colombie, jusqu'au tournant politique de 2018.
Le déroulement du projet s'est traduit par des missions sur le terrain, des séminaires, des ateliers, des journées d'étude, plusieurs colloques internationaux (à Paris, Toulouse et Bogotá). Tout ceci a mobilisé des chercheurs mais aussi des décideurs, des membres d'associations, des artistes, des journalistes…

Tous ne sont pas présents aujourd'hui. Mais beaucoup sont là ou seront là. Soit en tant qu'intervenants dans l'une des quatre sessions, soit participant aux échanges. Sont présents aussi les membres du conseil scientifique international. Et plusieurs dizaines de personnes inscrites, dont beaucoup nous ont accompagnés durant ces années.

Vous avez tous reçu le programme et le texte de présentation.
Donc, je ne vais pas m'attarder sur l'objet de cette recherche collective et du colloque.

Quelques mots quand même.
Les violences et notamment les « violences extrêmes » constituent un objet important des sciences humaines et sociales, en France comme à l'étranger. Ce n'est pas le cas de la sortie de violence malgré une abondante littérature d'experts.
Nous avons voulu contribuer à développer ce champ en combinant enquêtes empiriques et réflexion théorique.
Et cela autour de quatre thématiques qui sont aussi celles des quatre sessions du colloque :
1- de la subjectivation individuelle à l'engagement collectif à travers les réseaux familiaux ;
2- le passage à l'acte et ses modes opératoires ;
3- justice, injustice et émotions politiques dans la sortie de violence ;
4- les luttes contre les violences extrêmes, le terrorisme et le crime organisé.

Des cas d'étude ont été choisis dans des aires géographiques et culturelles différentes, souvent éloignées ;
- en France et en Europe, radicalisations djihadistes et mouvements indépendantistes ;
- au Proche et au Moyen-Orient (Liban, Syrie…), engagement et désengagement dans les violences ;
- en Amérique latine (notamment en Colombie et au Mexique), sortie des dictatures et des conflits armés, violences paramilitaires, violences des narcotrafiquants
- et enfin une étude sur l'après-conflit en Côte d'Ivoire.

Merci aux personnels des services techniques de la FMSH. Merci à Claude Le Gouill qui joue un rôle pivot dans l'organisation. Sans eux, cet exercice, un peu acrobatique, n'aurait pas été possible. C'est une première pour beaucoup d'entre nous. Il y aura sans doute quelques dysfonctionnements, mais ce ne sera pas faute de préparation.

Ce colloque est l'un des aboutissements du programme. Il n'en marque pas la fin. Il aura des suites, notamment sous forme de publications. Ouvrages, articles de revues qui viendront s'ajouter à ceux qui sont déjà publiés.

Première session
De l'expérience subjective à l'engagement collectif

Jérôme Ferret ; Bartolomeo Conti ; Bruno Domingo ; Farhad Khosrokhavar
Introduction. Anthropologie des configurations affectivo-familiales et engagements djihadistes. Réflexions à partir de l'ouvrage* Family and jihadism : the French experience *(à paraître, Routledge)
Au commencement de cette entreprise de recherche commune sur la relation causale entre subjectivation et engagement collectif, on trouve un groupe de trois chercheurs (Farhad Khosrokhavar, Jérôme Ferret et Bruno Domingo) rejoint rapidement par David Vavassori et Sonia Harrati et plus tard, Bartolomeo Conti et à la fin, Abderrahim El Janati. Ils ont pris comme point de départ de cette recherche collective de la tâche 2 l'ouvrage *Le nouveau jihad en Occident* (Khosrokhavar, 2018) au sujet de la famille et de la typologie générale et heuristique qu'il proposait, ainsi qu'en relation avec la structure urbaine (« l'urbain djihadogène ») et la spécificité nationale. Les quatre interventions ne poursuivront pas le simple projet de confirmer mécaniquement les catégories utilisées par ledit modèle heuristique mais bien de les élargir et si possible, d'y inclure d'autres sous-ensembles, comme c'était d'ailleurs remarqué par l'auteur

qui proposait des cas de figure idéal-typiques susceptibles d'être modifiés par la recherche empirique. Ce modèle explicatif a été testé, modifié, élargi par trois *case studies* approfondis, comparés qui seront présentés : la filière Cannes-Torcy (Conti), le clan Merah et la communauté religieuse d'Artigat (Khosrokhavar, Domingo) et la cellule de Ripoll (Ferret). Ce travail sera publié prochainement chez Routledge : *Family and Djihadism : the French Experience*.

Marie Kortam
Usbat al-Ansar de la radicalisation violente à la dé-radicalisation inachevée
Plusieurs mouvements islamistes jihadistes ou armés ont donné les signes d'importants changements, tout au long de l'histoire sur le plan du comportement, de l'organisation et de l'idéologie en faveur de la non-violence[1]. Les processus de déradicalisation ou de modération de ces mouvements ont conduit au retrait de dizaines de jihadistes des rangs des supporteurs et ont eu un effet dissuasif sur ceux qui ont songé à les joindre.
Ce papier tente de rendre compte du changement au sein du mouvement de Usbat al-Ansar al-Islamiya (UAA) au camp de Ein El-Helwe (EEH) pour les réfugiés palestiniens au sud du Liban, depuis sa naissance, et de répondre à la question si le mouvement s'est réellement déradicalisé. Le choix de cette organisation est basé sur la dualité entre le nationalisme palestinien et le salafisme jihadisme global, profondément incarné dans la doctrine de Usbat al-Ansar al-Islamiya trente ans après sa naissance.

Alfonso Pérez-Agote
L'auto-dissolution de la violence armée au Pays basque. Causes et difficultés internes et externes
L'échec de la diffusion par l'État espagnol de l'idée du sentiment national (particulièrement développée depuis le début du XIXe siècle) entraîne la naissance du nationalisme périphérique à l'intérieur de l'État. Ce processus n'est pas encore achevé. Nous avons actuellement la Catalogne et le Pays basque qui continuent de soulever la question de savoir si l'Espagne est un État à une nation, un État à plusieurs nations ou tout simplement un État qui n'est pas du tout démocratique.
Après une première génération au sein du monde nationaliste basque (celle des années postérieures à la guerre civile espagnole), marquée par la peur et la frustration, une deuxième génération a vu la violence comme un moyen légitime de lutte jusqu'à il y a quelques années, lorsque la sortie de cette violence politique a été décidée. Il y a peu de mouvements violents qui ont décidé par eux-mêmes de mettre fin à la violence. Dans le cas de l'ETA ce sont les militants qui se sont affrontés entre eux, dans le cadre de cette violence, et celle lutte interne a débouché sur une nouvelle situation de paix.

Échanges et débat (fragments) :

Laura Ruiz : Deux questions :
- Quel rôle attribue-t-on aux enfants dans cet « islam PDF » décrit par B. Conti ? Sont-ils conçus comme l'avenir de l'oumma, comme ça a pu être le cas en Syrie par Daech ? Ou bien réfléchit-on plus en termes de présent et moins d'avenir ?
- Il serait intéressant d'effectuer une comparaison avec l'écosystème familial salafiste quiétiste. Avez-vous des éléments à ce sujet ?

> **Bartolomeo Conti** : D'abord, pourquoi on l'appelle « islam PDF » ? C'est un islam qu'on trouve sur le Web : l'action et la pensée se justifient par cet islam, par ces

[1] Je cite à titre d'exemple, le Front Islamique du Salut en Algérie, al-Gama'a al-Islamiya (le groupe islamique) en Égypte, le Groupe Islamique Armé en Algérie, le Groupe Salafiste pour la prédiction et le combat GSPC au Mali.

documents qu'ils appellent eux-mêmes « PDF ». Ça, c'est un premier aspect, et après, les enfants. On est devant des jeunes qui en quelques mois rompent les liens avec la société, la famille, l'environnement, l'éthique familiale, l'école, les amis, etc. Souvent, on a une accélération du processus. Ils se marient, ils font des enfants, mais on est dans une course, dans une accélération qui les amène, pour beaucoup de cas, vers la mort, dans d'autres, à imaginer la mort. La mort devient un programme pour certains ; ils désirent la mort ou la prévoient comme possibilité de leur mouvement. Et il y a même ceux qui n'arrivent plus à s'arrêter ; ils sont tellement pris dans une course qu'ils n'arrivent plus à s'arrêter pour mener une réflexion ou savoir ce qu'ils sont en train de faire. Dans ce sens-là, c'est intéressant de voir la différence avec les salafistes quiétistes. Les salafistes quiétistes ne sont pas dans une course, ils sont stables. Même s'ils se séparent de la société, s'ils sont en rupture avec la société, ils sont dans une relation de stabilité dans la pratique quotidienne. Les personnes de la filière Cannes-Torcy sont dans une accélération qu'elles n'arrivent plus à maîtriser et, dans ce sens-là, les enfants, ils naissent, mais ils naissent sans être connus. Les enfants sont inexistants, ce sont des enfants qu'on laisse à la mère. C'est intéressant de voir ceux qui sont partis en Syrie, mais aussi ceux qui sont en France, ils ne connaissent pas leurs enfants, ils se souviennent à peine des prénoms. On voit donc une différence énorme entre les salafistes quiétistes et les djihadistes : les uns sont dans une course, une accélération ; les autres sont dans une posture de stabilité.

Jérôme Ferret : Juste une précision sur la question, parce que c'est un vrai résultat de l'ANR. Quand j'ai fait mon terrain en Catalogne, j'ai été très surpris par toutes ces catégories qui circulaient notamment dans la presse sur « islam PDF », « autoradicalisation », même « terrorisme festif ». Il faut faire attention quand on veut saisir les subjectivités de ne pas instaurer des frontières entre quelque chose qui serait authentique et quelque chose qui serait « PDF », « ludique ». C'est pour ça qu'avec Farhad et toute l'équipe on veut creuser ces subjectivités qui sont très singulières, sans les juger, sans le normer. La deuxième leçon aussi c'est que tous ces attentats (en tout cas pour Artigat, pour Ripoll) sont complètement tombés à côté de la plaque policière. Tout ce qui était surveillé comme mosquée dite salafiste en Espagne, il ne s'y est rien passé, c'est tombé dans un village dans lequel personne ne s'attendait à ce type de processus terroriste. Je crois que l'enjeu est de saisir ce qui est réellement singulier et nouveau dans ces trajectoires et se méfier des catégories.

Oriana Larashi : Sur la question d'une anthropologie familiale peut-on dire que « l'illusion groupale » offerte par l'idéologie islamiste se propose comme un projet de scénario de réparation d'histoires familiales défaillantes ?
Il semble que les premières étapes de la conversion religieuse de la famille Clain ont eu lieu à Alençon. Toulouse est devenu un fief postérieur, car le terrain permettait un développement en toute discrétion et plus proche d'un réseau actif. Peut-on parler d'un radicalisme rural ?

Jérôme Ferret : Déjà, la famille Clain était catholique traditionaliste. C'est des cas qu'on retrouve sur les parcours néo-djihadistes en Espagne aussi, qui étaient de l'extrême droite profranquiste. Donc on a un terrain, quelque chose qui est de l'ordre de l'attente ou d'une recherche de radicalité. Ensuite, pour rentrer dans le détail de la famille, il y avait eu une scission de la famille dès l'arrivée à Toulouse.

Bruno Domingo : C'est très complexe quand on commence à voir la famille Clain. On sait qu'il y a une part de radicalisation qui vient par une des sœurs qui va rencontrer un

Tunisien qui s'appelle Mohamed Amri. On a cette voie un peu latérale d'entrée dans l'islam « radical » et qui va « contaminer » le reste de la famille. Il y a aussi des dynamiques personnelles, notamment Fabien va être le porteur sans doute ensuite au sein de la famille — le continuateur, avec Anne Marie — de cette dynamique qu'il va étendre à l'ensemble de la famille, notamment à sa mère. Ensuite, on va avoir une collectivisation de cet islam radical au sein de la famille. Bien sûr, il y a des choses qui se passent à Alençon, mais ça se passe aussi à Toulouse, ça se passe dans les différents allers-retours, ça se passe même en lien avec la Belgique. Ce n'est pas seulement peut-être dans le milieu rural, en tout cas, ça se discute. Le rural joue un rôle, parce qu'il crée une sorte d'espace préservé, mais ça se joue sans doute dans un univers multisitué entre la grande agglomération toulousaine, la Belgique — sans doute Bruxelles — et aussi justement ces espaces ruraux qui ont permis de créer des espaces de retrait et de solidification de réseaux plus larges.

Farhad Khosrokhavar : Je crois que la dimension rurale, c'est surtout dans les Balkans. On voit bien comment, compte tenu du processus de désintégration de la Yougoslavie, il y a eu un phénomène nouveau : une forme de djihadisme qui s'est inscrit dans un espace géographique surtout rural. Mais précisément, c'est ce qui distingue l'Europe de l'Ouest de l'Europe de l'Est, du moins dans la partie liée à la décomposition de l'ex-Yougoslavie.
J'avais un point à dire aussi sur les jeunes et surtout les adolescents. Je crois que chez les adolescents il y a quand même un rapport à ce qu'on pourrait appeler la crise de l'adolescence. Le problème est qu'on a un phénomène de crise de l'adolescence, surtout une volonté d'en sortir (vous savez bien qu'on est dans des sociétés où l'adolescence se prolonge indéfiniment, on parle des « adulescents »), c'était aussi une manière de rompre avec cette prolongation infinie d'adolescence pour s'affirmer. Il y a une subjectivation des adolescents et des adolescentes qui consiste à remettre en cause indirectement le modèle de la famille et surtout la famille où le rôle du père et de la mère est devenu très ambivalent. D'où cette adhésion mythifiée, sans connaissance exacte de la réalité du terrain en Syrie, chez ces jeunes, à ce qu'on pourrait appeler la fascination de la famille néo-patriarcale. Il y a comme une construction imaginaire d'une nouvelle forme de famille où on redistribuerait les rôles entre le père et la mère à partir de ce qu'on pourrait appeler le néo-patriarcat, qui ne se veut pas la reproduction de la tradition, c'est plutôt une façon imaginaire de construire qui, une fois qu'ils seront là-bas, sera marquée souvent par leur désillusion et leur déception. Cela étant, il y a quand même chez les filles, par exemple, cette dimension que j'ai appelée post-féministe, pré-féministe et antiféministe, parce qu'elles ont le sentiment que la configuration de la famille telle qu'elle existe dans notre société n'est pas satisfaisante dans la mesure où il y a une crise de l'autorité qui est fondamentale, et leur vision consiste à vouloir sortir de cette crise de l'autorité en épousant ceux qui, de leur point de vue, étaient conformes à l'utopie de Daech, à l'utopie de l'État islamique.

Coralie Morand : Les femmes radicalisées violentes n'ont pas été évoquées dans les présentations de ce matin (en-dehors de leur soutien à la violence des hommes). Est-ce un angle mort de la recherche ou parce que le passage à l'acte violent des femmes est absent des groupes présentés aujourd'hui ?

Farhad Khosrokhavar : Il y a deux cas de groupes de femmes qui se sont lancés dans la violence dans sa configuration « masculine ». Il y a un groupe de femmes qui voulaient faire sauter en 2016 des voitures de tourisme du côté de Notre-Dame de Paris.

Elles ont été interceptées par la police avant de passer à l'acte. Parmi elles, il y en avait deux qui voulaient partir en Syrie et qui avaient été empêchées. Il y a aussi un cas en Angleterre, [un groupe] qui voulait faire sauter le British Museum. Mis à part ces deux groupes exclusivement féminins, on n'en a pas. Quand on regarde les groupes djihadistes qui ont fonctionné en France et même en Europe, on voit bien que les femmes sont quasiment absentes. Ce qui caractérisait les femmes qui ont voulu partir, dans leur grande majorité, c'était plutôt [l'envie] de devenir ce qu'on appelle *jihadi brides*, c'est-à-dire devenir la femme du chevalier de la foi, et non pas d'être elles-mêmes les chevalières de la foi. Il y a une petite minorité qui faisait exception, elles ont constitué ce qu'on a appelé la brigade al-Khansa, en Syrie. Ça existait, mais disons que c'était une infime minorité. C'est-à-dire là où chez les hommes il y avait la volonté d'en découdre, chez les femmes c'était plutôt la volonté de remettre en cause la famille dans sa configuration actuelle en Europe et constituer une famille néo-patriarcale, avec une minorité qui voulait se radicaliser au sens « masculin » du terme.

Sylvie Laval : Question pour Bartolomeo, quel sens donner à la « simplification des relations familiales » ? Cela s'explique-t-il par la recherche de sortie d'un contexte communautaire vécu comme pesant ?

Bartolomeo Conti : D'abord, la famille ne devient pas un espace d'apaisement, elle devient un espace défaillant, un espace de souffrance, et c'est une des raisons pour lesquelles on cherche ailleurs. D'un autre côté, on a le rapport aux institutions : la police, l'école, l'espace du quartier. Il est des espaces où il n'y a pas d'épanouissement. Beaucoup de ces jeunes avaient de vrais problèmes relationnels. Ils cherchent à simplifier ces relations, ils cherchent quelque chose qui est blanc et noir, de manière à sortir de la complexité dans laquelle ils ne se retrouvent pas. Je le vois comme une tentative de s'échapper des espaces sociaux (que ce soit la famille, le quartier, l'école) qui sont défaillants et donc une tentative de trouver quelque chose ailleurs et cet ailleurs est un ailleurs plus simplifié où, à un moment donné, ils peuvent atteindre ce que, d'habitude, ils ont du mal à atteindre.

Anne Le Huérou : Dans les enquêtes que Jérôme a pu faire ou celles de Farhad ou de Bartolomeo la question de l'« islam PDF » est-elle l'objet d'un conflit dans la famille (les familles musulmanes dans lesquelles il y a un conflit de générations sur les interprétations de l'islam) ? Est-ce que ce conflit-là apparaît parce qu'il est parlé ? Est-ce qu'il est discuté ? Différence sur ce point entre les salafistes « quiétistes » et ceux qui sont passés à l'action violente ?

Jérôme Ferret : Effectivement, le groupe commence à se constituer à partir d'une scission et d'un conflit très territorialisé entre deux mosquées. L'imam qui arrive crée une mosquée parallèle et happe tout cette génération, notamment en rebondissant sur les conflits intrafamiliaux à propos de l'enseignement d'une forme d'islam rigoriste. Ça, c'est un premier processus. Après il y a un processus d'émancipation de l'islam traditionnel sur internet, ça c'est un processus émotionnel tout à fait singulier, avec une accélération et la création d'un blog où on a une espèce de bricolage. Parce qu'en fait Ripoll, là où j'ai travaillé, c'est le berceau du catalanisme intégriste. Ces jeunes ont récupéré cette mythologie (monde arabe, Al-Andalus) et ils s'inventent une néo-mythologie émancipatrice à partir d'une histoire qu'ils reconstituent dans un contexte nationaliste radical. C'est pour ça qu'il faut rentrer dans les subjectivités, parce que sinon on surinterprète à partir de catégories complètement arrêtées. Territorialement, il

y avait un conflit, cet imam arrive, il crée une mosquée, il happe tous les jeunes. Il constitue des groupes de parole qui permettent aux jeunes d'exprimer leur malaise, notamment leur ghetto mental. Après, il y a le monde de l'entreprise qui est très important aussi, des relations professionnelles et de domination. Donc, c'est un mix de tas de choses. Mais pour répondre à ta question, oui, il y a un conflit qui est apparent dès le départ, qui est le début du processus.

Chafiaa Djouadi : J'ai eu à travailler avec les jeunes qui ont rejoint les Chebebs et Bokos Haram. Ils revendiquent plus le dépassement de la figure du père, le refus du père (qui devient obsolète), pour aller vers l'émir qui est presque d'essence divine. Ces jeunes lorsqu'ils rejoignent le djihad s'émancipent plutôt du père et de la famille. Est-ce que votre cas d'étude est spécifique à la structure familiale en Europe ?

Farhad Khosrokhavar : Dans notre groupe, on n'a pas travaillé sur l'extérieur de l'Europe. On a quand même beaucoup de travaux qui ont été faits sur le Moyen-Orient et on voit bien que les stratégies familiales sont extrêmement importantes. Par exemple, un travail montrait comment en Syrie et en Irak les projets de mariage entre les membres de l'État islamique et les différentes tribus contribuaient à consolider l'État islamique. Le phénomène d'anthropologie familiale intervient donc activement, mais vraisemblablement sous d'autres configurations que celles que nous avons décrites sur l'Europe. De toute façon, c'est un champ vierge, on a peu de travaux de recherche empirique sur ce problème-là parce que la plupart de recherches qui étaient financées par les gouvernements, surtout les États-Unis, se centraient sur les réseaux (il y avait une volonté de démantèlement de ces réseaux, ce que je comprends) et non sur la dimension anthropologique au sens fort du terme.

Véronique de Montfort : Au niveau des femmes, comment évaluez-vous cette acceptation de la polygamie par de jeunes filles élevées dans l'égalité homme-femme, qu'elles soient dans un parcours quiétiste ou dans un parcours djihadiste ?

Farhad Khosrokhavar : La polygamie n'est pas une aspiration des femmes évidemment. Il y a une sorte d'auto-culpabilisation des femmes qui pensent que la famille moderne ne laisse pas la possibilité d'une relation harmonieuse entre le père et la mère — et donc la femme —, et qu'il faut un autre modèle. Je crois que le problème essentiel c'est un imaginaire qui consiste à penser que la famille néo-patriarcale serait la solution contre le malaise de la famille recomposée, de la famille éclatée, de la famille en crise, de la famille où la notion d'autorité a tendance à se diluer, est la famille néo-patriarcale. Et en son sein évidemment on ne peut pas nier le fait que la polygamie serait aussi tolérée par elles. Évidemment, elles ne l'aiment pas, mais disons que, dans la perspective de celles que j'ai pu interroger, c'est un peu le prix à payer.

Bartolomeo Conti : Revenant sur le groupe Cannes-Torcy, la polygamie est plutôt, au début, vue comme quelque chose de tout à fait acceptable, et finalement elles [les femmes] la subissent, elles la souffrent. On veut contester un type de famille, donc on va vers quelque chose d'autre, mais ce quelque chose d'autre, dans la réalité, n'est pas satisfaisant. C'est aussi le cas de beaucoup de ceux qui sont partis en Syrie, dont certaines femmes. Mais quand elles arrivent sur place, quand elles voient la dynamique homme-femme, quand elles voient la polygamie qui se met en place, elles sont en souffrance. Il y a un décalage entre l'idéal et la réalité.

Deuxième session
Le passage à l'acte et les méthodes d'exécution

Sabrina Melenotte
Introduction
La séance s'ouvre par une présentation de la « tâche 3 », les choix méthodologiques, les pistes suivies et les enjeux épistémologiques autour du passage à l'acte. Puis je vais présenter le dossier du même nom publié dans la nouvelle revue *Violence. An international journal*, le groupe sur les disparitions au Mexique ainsi que le Mook qui en résulte.

Sabrina Melenotte (avec Emmanuelle Corne)
« Ton trésor perdu est le mien » : adoptions symboliques et nouvelles communautés de la douleur au Mexique
Cette communication présente quelques éléments d'analyse du terrain collaboratif mené au sein de la Brigade nationale de recherche de disparus avec la photographe Emmanuelle Corne en février 2020. À partir de ses photographies, j'analyse comment de nouvelles solidarités et de nouvelles alliances se génèrent autour de communautés émotionnelles : les mères « adoptent » symboliquement tous les disparus, elles « embrassent », physiquement et métaphoriquement, les autres familles pour accueillir leur souffrance, créant ainsi ce que Veena Das et Ileana Diéguez appellent des « communautés de douleur », qui sont aussi des « communautés de l'espoir » venant combler les liens perdus ou les vides au sein de leurs propres familles.

Luis López
« De la victimisation à l'action : parcours d'acteurs face à la violence de la disparition forcée au Mexique »
La disparition forcée a des effets désastreux dans la vie de proches des victimes. Ceux-ci subissent une triple victimisation : contraints de vivre leur deuil en silence et isolés, la disparition de leur proche érode et désorganise leur vie quotidienne ; poussés par la nécessité de trouver leur proche, ils subissent l'autoritarisme, l'indolence et la complicité des autorités et des criminels ; contraints de chercher leurs proches eux-mêmes, ils affrontent le silence des médias, le vide ou l'hostilité politiques et la menace des groupes criminels. Face à ces trois formes de victimisation (sociale, institutionnelle et politique), les familles des victimes développent des stratégies diverses et variées qui se structurent en trois principes : la construction de formes de solidarité active entre individus, familles et groupes d'action à échelle locale, nationale et globale ; le passage à des formes d'action directe consistant dans la recherche de disparus soit dans des fosses clandestines ou dans des institutions (hôpitaux, prisons, morgue) ; et la mobilisation politique afin de transformer la trame institutionnelle qui sous-tend l'impunité et les complicités de l'État et les criminels. Ils font le pari que ces formes d'action sont susceptibles d'entrainer une transformation plus profonde des conditions qui perpétuent la violence au Mexique, tout en leur permettant de retrouver leurs proches, ce qui est le moteur principal de leur action. Dans cette communication je cherche à suivre de près le parcours des individus ordinaires forcés par les situations de violence extrême à devenir des acteurs d'une transformation possible du Mexique.

Paola Díaz-Lizé
Aux frontières de l'humanité ? (Dé)valorisations de la vie humaine dans le nord du Mexique
Dans cette communication, nous présentons très brièvement notre travail sur les manières dont les mères traversent l'expérience de la disparition de leurs enfants à Sonora au Mexique. Nous soulignons deux aspects de cette expérience : l'expérience *avec* et l'expérience *en*.

L'*expérience avec* fait référence aux dispositifs cognitifs, techniques, culturels et spirituels ou religieux *avec lesquels* ces femmes vivent la disparition et la recherche de leurs êtres chers : la science (médico-légale) et les outils techniques (comme la « tige voyante ») ; la magie (comme le recours à des voyants) et la foi (la relation avec Dieu). Le syntagme *expérience en* veut souligner le fait que l'expérience de la disparition d'un enfant est vécue en *corps propre*. Cela implique, certes, de vivre dans un état de liminalité (celle de la perte ambigüe), mais comporte aussi une expérience symbolico-charnelle avec l'enfant « perdu » et le fait de devenir le prolongement corporel de cet enfant sans corps. Le *corps propre* de la mère d'un disparu pourrait être alors une *présence dérangeante* et dans ce sens, même si les mères à Sonora ne revendiquent ni vérité ni justice, une présence politique.

Romain Huët
Journal de Syrie (2012-2018)
Cette communication vise à faire retour sur une expérience ethnographique réalisée au sein de plusieurs brigades rebelles en Syrie (2012-2018). Dans un premier temps, il s'agira d'expliquer comment l'objet d'études a été construit au gré des circonstances et de faire état des difficultés de « faire apparaître » dans le présent de la guerre. Dans un deuxième et dernier temps, je tenterai d'examiner les formes de subjectivation au cœur de situations durables de violence. En d'autres termes, il s'agira de s'intéresser aux effets subjectifs d'une exposition durable à la violence.

Luis Velasco-Pufleau
Musique et violence armée
Quel est le rôle joué par la musique dans les dynamiques d'entrée et de sortie de la violence ? Ma communication présente les résultats de deux terrains de recherche menés durant l'ANR SoV. D'une part, j'ai étudié comment les chants djihadistes de l'État islamique participent à la construction des frontières du groupe et à la justification de la violence armée. D'autre part, j'ai analysé le rôle de la musique dans les processus de reconstruction de neuf rescapés de l'attentat terroriste du 13 novembre 2015 au Bataclan. Dans les deux cas, la musique est une ressource pour l'action.

Échanges et débat (fragments) :

Karen Nuvoli : Peut-on prévoir un passage à l'acte ?

> **Sabrina Melenotte :** Il y a des éléments de réponse dans le numéro de la revue *Violence*[2], que je vous invite à consulter. L'article d'Omar McDoom et celui de Timothy Williams et Jan Reinermann ont apporté des pistes intéressantes au-delà du débat qui a déjà existé entre Browning et Goldhagen sur les approches processuelles ou situationnelles. L'idée qui ressort des recherches actuelles est celle d'un dynamisme changeant au fur et à mesure de la violence. La cause et la conséquence des violences se donnent de manière simultanée : une logique de haine peut venir quand une violence débute, ce qui expliquerait aussi le fait d'emballement de certaines violences. Mais je vous invite vraiment à consulter ces articles, parce qu'en fait ça va un peu à l'encontre justement d'une vision téléologique qu'on aurait de la violence selon laquelle on passerait forcément de la radicalisation au passage à l'acte. Il n'y a pas forcément de continuité déterminée et déterministe entre les deux.

[2] Disponible sur : https://journals.sagepub.com/toc/vioa/1/1

Luis López : Même si on répond du point de vue de l'analyse des disparitions au Mexique et de la violence en général au Mexique, on ne peut pas du tout prévoir [un passage à l'acte]. On peut identifier quand même des tendances. Il y a le passage à la violence dans des situations de disputes territoriales entre groupes criminels, avec l'aide des fractions de l'État, surtout des polices locales. Et plus récemment, dans des situations de forte croissance urbaine et de misère sociale associée à un déracinement des populations, on a l'explosion de la violence et de la criminalité, et puis une espèce de démocratisation de ces pratiques qui sont popularisées par les médias : on apprend quelque part dans les médias comment faire et ce qu'il faut faire, et beaucoup de criminels s'en servent de manière assez courante. On ne peut pas prévoir, mais on peut voir des indices de transformation, de mutation de la nature de ces pratiques.

Myrna Insua : Dans son premier tableau, Luis López a mis sa typologie de fosses en relation avec différents enjeux de la disparition et a montré en même temps comment les actes criminels augmentaient d'année en année. Je me demande donc quelles sont les logiques persistantes liées à la disparition des corps depuis 2009 et pourquoi l'effacement des traces ?

Luis López : Il y a une logique assez entrepreneuriale de la disparition comme un moyen de faire disparaître des traces dans une logique organisationnelle. C'est-à-dire qu'il y a des gens qui s'occupent d'enlever des adversaires, et il y a quelqu'un — dans une « chaîne productive » — qui va s'occuper de la dissolution, de l'incinération ou de l'inhumation des personnes. Il y a toute une articulation qui demande une certaine quantité de ressources, de la logistique. Ça, c'est une logique qui se maintient, même si, à mon avis — c'est des hypothèses à tester sur le terrain —, elle est de moins en moins présente. Par contre, il y a cette autre logique plus banalisée qui commence à se développer, par exemple dans le sud de la ville de Mexico, où on retrouve de plus en plus de fosses clandestines qui sont liées à des réseaux criminels locaux qui n'ont pas nécessairement de rapport avec les groupes des cartels. Il y a cette double logique qui rend la situation plus compliquée.

Myrna Insua : Question à Paola D. La recherche de la justice par des collectifs du Sonora empêche le passage de l'intime au politique (moins lié à la famille directe). La dimension politique est plus présente dans les cas chilien, argentin et uruguayen. Est-il déjà en train d'émerger dans le cas mexicain comme on pourrait le déduire des dernières photos de l'exposé de Sabrina Melenotte et Emmanuelle Corne ?

Paola Díaz : Ce que je tente de dire, c'est que la disparition politique, typifiée comme disparition forcée l'année 93-94 et ensuite au niveau mondial en 2006, a été politisée de manière un peu plus classique passant — comme tout problème public — du privé au public-politique à travers les mécanismes de demande de justice. Et je ne le voyais pas de cette façon au Sonora pour différentes raisons contextuelles de nécropolitique. Je voyais la possibilité d'une présence politique de ces femmes à travers l'expressivité de la douleur. Le seul fait d'être présent et de réclamer les disparus c'était une présence qui dérangeait l'ordre (des citoyens qui ne veulent pas voir et des autorités qui ne veulent pas enquêter). Dans ce sens, la recherche de fosses clandestines pouvait relever d'un acte politique au niveau général. Toutefois, les mères donnaient la mort à ceux à qui elles avaient donné la vie : donc c'est ramener ces enfants, ces « trésors » à la maison. Ça pourrait être un acte politique au sens de réinscrire cette mort et la réintégrer à la vie humaine et sociale — pas seulement à la maison, donc, dans l'intime —. Donc, c'est tout à fait ce que ne fait pas l'économie politique ou la nécropolitique dans cette zone

de frontière et dans tout le Mexique de manière très forte depuis 2006. C'est ça que je voulais dire quand j'ai comparé un peu à ce qui s'était passé dans le cône Sud latino-américain sous les dictatures, que c'était une autre configuration des disparitions politiques.

Céline Fernandez : Question pour Luis Velasco : avez-vous pu étudier, dans le cadre des processus de reconstruction des rescapés, le style de musique majoritairement écouté ?

Luis Velasco : Il n'y a pas un style de musique. Le choix du répertoire était lié toujours aux habitudes d'écoute qui existaient déjà chez ces personnes, mais surtout à leurs parcours biographiques. Il y avait une rescapée pour qui la musique faisait partie des étapes de sa vie : elle associait certains groupes à certains moments et personnes. Après l'attentat, elle avait commencé à explorer d'autres répertoires qu'elle n'écoutait pas avant. Mais d'autres rescapés écoutaient surtout la musique qu'ils aimaient avant. Dans tous les cas, ces choix étaient liés à leurs parcours, à leurs habitudes et aussi à leurs « réseaux » d'écoute, c'est-à-dire aux conseils des amis ou d'autres rescapés. Il y avait un cas où un rescapé ne pouvait plus écouter de musique ou avec beaucoup de difficultés. Le son par exemple de la caisse claire, de la batterie, lui rappelait trop le son des tirs pendant l'attentat. Il me semble que c'est quelque chose de complexe, on ne peut pas faire une typologie, il faut toujours partir des acteurs.

Céline Fernandez : Question pour Sabrina M. : y a-t-il une différence d'investissement dans les brigades de recherche des disparus chez les mères selon qu'il s'agisse d'un fils ou d'une fille ?

Sabrina Melenotte : Le lien affectif ne se mesure pas en fonction du genre et pas non plus en fonction de si c'est un fils, un frère, une sœur ou une fille. Et en même temps, il y a une différence dans les recherches. Quand les familles cherchent une fille, elles pensent avoir plus de chance de les retrouver parce que les jeunes filles sont plutôt dans des réseaux de prostitution. Ça a développé l'axe de recherche en vie depuis 2017 qui n'existait pas avant et qui fait que les jeunes filles peuvent être retrouvées plus facilement que les jeunes hommes, qui sont souvent soit dans des camps de travail, soit assassinés.

Elodie Gamache : Question pour Sabrina M. : est-ce que l'on peut aussi comprendre le rapport de ces femmes aux photographies des disparu.e.s en le rapprochant des célébrations des fêtes des morts propres à certaines régions au Mexique ?

Sabrina Melenotte : Les familles cherchent des disparus et non des morts en soi, en principe. Mais elles cherchent des fosses clandestines pour chercher effectivement des morts. Alors, c'est parce qu'elles cherchent des morts que je me suis inspirée des adoptions symboliques et des sanctifications populaires qu'il peut y avoir en Colombie. J'ai aussi été fascinée par les travaux sur la Santa Muerte, notamment de Kali Argyriadis ou de Caroline Perret. Ce qui est intéressant, c'est le dédoublement dans cette affaire : il y a un processus de prothèse symbolique, comme le dit Kali Argyriadis, où l'image devient un double de soi, en plus beau et en plus puissant. C'est ce système de dédoublement qui m'a inspiré pour l'analyse d'aujourd'hui. Il faudra que j'approfondisse aussi ces cultes de la mort en dehors de la brigade. J'aimerais bien voir dans la vie quotidienne comment ça se passe. Je sais, pour l'avoir fait avec Mario Vergara dans le Guerrero, qu'ils vont quand même chercher des fosses, mais ils ne fêtent

pas les morts, eux, dans sa famille à lui. Bien que sa mère ait fait un autel à son fils, lui en tant que frère a décidé d'aller chercher une fosse et de me la montrer ce jour-là, plutôt que d'aller faire un autel à son mort.

Coralie Morand : Vous avez beaucoup parlé de mécanismes de reconstruction par les recherches de disparus, l'engagement dans les idéologies politiques ou encore la musique. Je voulais savoir si vous considérez que l'engagement dans l'action (souvent non violente ici) est une étape nécessaire à la reconstruction et si c'est ce que vous entendez par la notion de passage à l'acte.

Luis Velasco : C'est une excellente question parce qu'elle touche justement cette notion de passage à l'acte à l'envers. Et dans cette inversion, qui me semble très intéressante, dans le cas des rescapés que j'ai pu rencontrer, rien que le fait de me rencontrer c'était déjà un engagement, un pas vers une direction.

Luis López : Cette question de l'engagement dans l'action est extrêmement importante dans le cas des disparitions. Il y a une difficulté, ce que j'appelle l'indissolubilité de la situation, c'est-à-dire le disparu n'est ni mort ni vivant et tant qu'il n'y a pas de preuve de sa mort, pour les familles des victimes il est impossible de ne pas s'engager.

Sabrina Melenotte : On a parlé surtout des processus de politisation, mais il y a aussi beaucoup de gens qui ne se mobilisent pas et qui ne vont pas chercher des disparus pour beaucoup de raisons. Il faut imaginer que ces recherches se font quand même dans un climat de peur et de stigmatisation, c'est-à-dire souvent même au sein d'une communauté, voire au sein d'une même famille, c'est un sujet honteux. Dès qu'on fait du terrain on se rend compte de toutes les histoires complètement invisibles des gens qui ont peur de parler et qui donc se taisent. Plus on s'éloigne du centre des villes, plus on va dans les communautés indigènes et paysannes reculées, moins il y a des recours et des mobilisations.

Paola Díaz : Les gens qui passent à l'acte, qui passent à l'engagement, au moins dans le cas que j'étudie au Sonora, c'est minoritaire. Ce qui est majoritaire, c'est ce que dit Sabrina, c'est le silence.

Luis López : Rechercher des fosses ou [des disparus] en vie n'est pas la seule action que les familles font. Il y a une multiplicité de formes d'engagement. Effectivement, certaines sont invisibles mais elles sont là. On dirait que, d'un point de vue numérique, peu de gens se mobilisent dans des recherches, mais ailleurs il y a d'autres manières de s'engager.

Yvon Le Bot : Je vois un glissement. Pour moi le passage à l'acte c'était le passage à l'acte violent. Je remarque que dans les derniers échanges c'est le passage à l'action pour sortir de la violence. Et c'est parfait, parce que c'était exactement ce que nous voulions faire dans ce projet ANR : violence et sortie de la violence. Je note que la sortie de la violence ce n'est pas seulement l'aspect juridico-politique. Ce que vous avez décrit sont des formes, sinon de sortie de la violence, du moins de vivre avec ce que la violence a produit : la disparition, la mort, la douleur, etc.

María Eugenia Sánchez : La politisation des familles de personnes disparues sur la base de cette présence collective, comme le souligne Paola D., est très importante. Elle mérite d'être analysée plus en détail.

Laura Ruiz : Pour Romain Huët, sur le déroulement des trois phases qu'il propose : est-ce qu'il s'agit d'un déroulement linéaire ? A-t-il pu suivre le même groupe tout au long de ces trois phases ? Et quid du désengagement, sachant que le nombre de combattants en Syrie a fortement diminué au fur et à mesure ? [R. Huët ayant dû se retirer, les questions sont restées sans réponses].

Bill O'Neill : Un point juridique : les disparitions forcées sont un crime contre l'humanité pour lequel il n'y a pas de prescription.

Troisième session
Justice, injustice et émotions politiques

Pénélope Larzillière
Jacobo Grajales
Introduction

Erminia Chiara Calabrese
Émotions et affects de combattants du Hezbollah libanais engagés sur les fronts syriens
Cette communication souhaite interroger le rapport entre émotions et engagement armé auprès de combattants du Hezbollah libanais engagés depuis 2012 sur les fronts syriens aux côtés des troupes du régime de Bachar al-Assad dans la guerre qu'il mène contre les factions armées rebelles et djihadistes, ainsi que contre toute forme d'opposition. À partir des allers-retours continus que ces combattants font entre le front en Syrie et la maison au Liban, cette communication s'intéresse aux dimensions émotionnelles et affectives de ces parcours en armes en mettant en évidence les effets biographiques de ces sentiments et leurs circulations dans les espaces familiaux.

Laura Ruiz de Elvira
De l'engagement armé à l'engagement humanitaire. Trajectoires militantes, émotions et sentiments moraux dans la Syrie post-2011
Si l'articulation des émotions et des sentiments moraux avec les logiques d'engagement est désormais bien documentée, celle avec les logiques de désengagement et de démobilisation reste jusqu'à ce jour moins étudiée. C'est cette deuxième articulation que j'explore dans le contexte syrien post-mars 2011, marqué par une « crise révolutionnaire » avant de déboucher sur une guerre civile internationalisée encore en cours. Pour ce faire je m'appuie sur un travail de terrain effectué en mai 2019 à Gaziantep (Turquie) — « capitale » de l'opposition syrienne à Bachar al-Assad —, travail pendant lequel une série d'entretiens de type récit de vie a été menée auprès de sept anciens combattants, tous reconvertis dans l'action humanitaire au sein d'associations syriennes menant des opérations aussi bien dans les zones syriennes échappant au contrôle du régime qu'en Turquie avec les communautés réfugiées. Ce corpus permet d'examiner sous un angle original les parcours de ces anciens combattants et l'*expression* qu'ils font des émotions et sentiments moraux. Plus précisément, il me permet de mettre en exergue le travail de mise en cohérence du parcours militant et la manière dont les sentiments moraux — à l'instar de l'« indignation », l'« injustice », la « culpabilité » et la « responsabilité » — et les émotions — notamment le « désespoir », la « haine », la « peur », la « douleur » et la « joie »

— sont associés à des formes de (des)engagement dans l'action violente et d'engagement postérieur ou simultané dans l'action humanitaire. Aussi permet-il de poser la question de la transformation des répertoires d'action et de la reconversion de l'engagement, inscrivant l'engagement armé et le désengagement du point de vue militaire dans des trajectoires militantes plus larges.

Léo Montaz

La démobilisation, un parcours du combattant ? Réflexions sur le cas ivoirien

En 2011 s'achevait officiellement une décennie de conflits en Côte d'Ivoire, durant laquelle se sont opposés une rébellion armée soutenant l'actuel président Alassanne Ouattarra (2011 - ?) et des partisans loyalistes à l'ex-président Laurent Gbagbo (2000 – 2010). Dès 2012, en conformité avec les programmes de sortie de crise mis en place partout sur le continent africain depuis le début des années 2000, un programme de « Désarmement, démobilisation, réintégration » (DDR) débuta pour s'achever en 2015. Je propose dans cette intervention de suivre le devenir des combattants démobilisés après leur prise en charge par le programme DDR, sur la période 2015-2020, à travers des enquêtes ethnographiques menées chaque année dans la commune de Gagnoa, fief de l'ex-président Laurent Gbagbo.

L'objectif de cette communication est d'interroger la pertinence des programmes DDR comme instrument de construction de la paix dans les périodes désignées de « post-crise ». Alors qu'en Côte d'Ivoire le programme a été considéré comme « réussi », il s'agit ici d'interroger la vision positive et normative des opérations menées dans le cadre de la reconstruction post-conflit, en montrant que les démobilisés sont victimes de violences symboliques et qu'ils sont de plus en plus marginalisés dans la société ivoirienne. Pour cela, je m'intéresserai en particulier aux sentiments politiques et moraux qui contribuent à la remobilisation des ex-combattants, notamment dans des cadres associatifs. Plus largement, cette communication permettra d'interroger la trajectoire ivoirienne de « post-crise » au regard du traitement des démobilisés durant cette période alors que le processus a été un enjeu crucial de l'apaisement des tensions durant toute la période de conflits (2000-2011).

Valentina Napolitano

Les émotions d'ex-militaires syriens : mise en cohérence, dynamique de groupe et valorisation de soi

En filigrane des trajectoires de quatre anciens militaires syriens qui, dès 2011, suite au début des contestations contre le régime de Bachar al-Assad et à leur répression sanglante, ont fait le choix de quitter l'armée, cette présentation propose d'analyser les émotions et les sentiments moraux qui émergent de leurs récits. Sans les présenter comme les déterminants de la défection, cette contribution propose plutôt de saisir les registres émotionnels qui, rétrospectivement, permettent aux ex-militaires de mettre en cohérence leurs trajectoires passées et présentes. La peur, le dégoût, la honte, ou encore l'injustice et l'humiliation ressenties, tout comme les sentiments d'honneur et de courage, relèvent en effet d'une « économie morale » (Scott, 1976) autour de laquelle les ex-militaires structurent leur récit (Bucaille, 2006). Ces « traces émotionnelles » (Nussio, 2012) de la guerre permettent de véhiculer des registres de légitimation, tout en suscitant un sentiment d'identification et d'empathie dans le contexte d'expression. Elles permettent aux ex-militaires de se réconcilier avec un passé devenu dérangeant, tout en requalifiant et rendant supportable un présent souvent marqué par la pauvreté et la marginalisation sociale.

Après avoir montré comment la violence réactive un sentiment d'injustice ancien et d'identification à un groupe stigmatisé parmi les militaires principalement issus de la communauté sunnite, on s'attardera ensuite sur les registres moraux qui permettent de déshumaniser l'instance militaire et de marquer une rupture nette avec celle-ci. Il s'agira ensuite

de montrer que le désenchantement, parfois le dégoût, marquent aussi les engagements/désengagements successifs des déserteurs au sein des groupes de l'opposition armée. Enfin, dans un contexte d'exil et face à la perte des avantages matériels et symboliques liés à la fonction militaire, on remarquera que les registres de la valeur et du courage, ainsi que de l'honnêteté, sont mobilisés par l'entourage familial et le réseau de sociabilité pour contrer le processus de disqualification vécu par ces anciens militaires.

Échanges et débat (fragments) :

Christelle : Question pour Léo M. : plusieurs pays africains ont mis sur pied des politiques de DDR. Pourquoi vous êtes-vous intéressé spécialement à la Côte d'Ivoire ? Ce programme a-t-il des particularités ?

> **Léo Montaz :** Pourquoi la Côte d'Ivoire ? Tout simplement parce que c'est là où j'avais déjà mené mes recherches de terrain dans le cadre de ma thèse, donc lorsque ces mutineries sont arrivées j'ai commencé à m'y intéresser. Sur la particularité du DDR, il y a eu d'autres travaux menés en Afrique sur ces questions. Tout le monde est à peu près d'accord sur le fait que le volet « réintégration » fonctionne mal, voire très mal. Mais l'originalité du pays ivoirien, c'est justement cette remobilisation associative qui n'a pas été observée dans les autres contextes.

Véronique de Montfort : Pour Pénélope L. : pensez-vous que les femmes engagées dans le djihad mobilisent les mêmes affects, sentiments, émotions que les hommes ?

> **Pénélope Larzillière :** D'un point de vue plus théorique, on a une répartition genrée de la question des émotions avec une séparation entre raisons masculines et émotions féminines. Donc, le fait même de traiter la question des émotions, c'est aussi s'attaquer à des modes de lecture genrés de la réalité sociale.
> En ce qui concerne l'engagement, le désengagement et la reconversion de l'engagement, ce qu'on peut relever dans ce type de contexte c'est des constructions sociales fortes autour des masculinités militarisées. Ce qui fait que le désengagement de l'action armée est aussi affectivement une prise de distance par rapport à des constructions identitaires de la masculinité autour de l'action combattante. Cela s'exprime chez les combattants par des sentiments de désarroi identitaire (le fait d'être dévirilisé au sortir de l'action combattante). Du côté des femmes, les assignations sont distinctes : elles tournent plutôt autour de l'empathie, du pacifisme, des rôles des victimes. Du fait de cette distinction genrée des assignations émotionnelles, les constructions qui sont faites par les acteurs sont distinctes, tout comme la façon dont leurs discours et leurs motivations sont perçus. Par exemple, concernant les femmes auteures d'attentats suicides, on peut noter qu'elles peuvent avoir un discours qui est tout à fait politique avant l'acte, mais après on va leur réattribuer des motivations autour des questions familiales et privées en dépolitisant le discours. La réception aussi est genrée.

Myrna Insua : Pour Erminia C., une question méthodologique. Comment as-tu construit ton terrain et choisi tes interlocuteurs, sachant que comme tu le dis il ne s'agit pas d'« observations de passage » ?

> **Erminia Chiara Calabrese :** On ne choisit pas nos interlocuteurs quand on fait des enquêtes ethnographiques, car on travaille au sein d'une organisation armée : tout ce qui est militaire est tenu par le secret et il y a une certaine méfiance vis-à-vis de tout

chercheur ou acteur étranger au parti, mais aussi au pays, d'autant plus qu'on est européen ou occidental. J'ai construit mon terrain par une longue permanence au Liban de presque 7 ans, par une immersion dans ce terrain qui a débuté en 2004 dans le cadre de ma thèse doctorale et qui fait que j'ai pu construire avec certains de ces combattants une relation de confiance. Le temps long de l'enquête aide, bien sûr, mais aussi il y a beaucoup de limites : pas tout le monde n'est prêt à nous parler et c'est quelque chose qu'il faut négocier et construire au quotidien.

Bill O'Neill : Les conflits actuels sont pour la plupart des conflits internes. On a entendu la difficulté, après un temps, de tuer ses frères. Est-ce que l'on peut considérer comment on peut initier un processus de réconciliation après un tel conflit ? Quelles sont les conditions nécessaires ? Plusieurs ont mentionné la corruption comme cause de leur participation à la lutte. Combattre la corruption est essentiel, mais prendra beaucoup de temps. Est-ce que l'on a identifié des initiatives ou programmes pour affronter le problème du décalage entre long terme et nécessité de montrer un minimum de progrès dans la lutte contre la corruption ?

Valentina Napolitano : La question de la réconciliation effectivement se pose notamment dans le cas de ces ex-militaires qui se trouvent en quelque sorte dans un entre-deux : d'une part, ils sont méprisés par le régime, ils sont traités de traîtres ; d'autre part, ils considèrent ne pas jouir de la reconnaissance nécessaire par le milieu de l'opposition. En même temps, au-delà de cette position dans laquelle se trouvent les déserteurs, il y a aussi la question de la temporalité du conflit : on est dans une phase où le régime syrien a regagné du terrain, il se dit vainqueur, il affirme que la guerre est terminée et il a entamé une série d'initiatives de réconciliation, des amnisties adressées notamment aux déserteurs pour les faire revenir. Ce sont des initiatives qui ne jouissent d'aucune crédibilité auprès de ces déserteurs qui craignent le retour en Syrie (par crainte d'être emprisonnés ou renvoyés directement sur le front qui est encore ouvert dans le nord de la Syrie).

Laura Ruiz de Elvira : Le régime syrien souhaite juste une victoire, il ne souhaite pas vraiment une réconciliation. La moitié de la population syrienne est déplacée soit à l'intérieur du pays, soit à l'étranger. La plupart des Syriens qui sont à l'étranger n'envisagent pas de retourner en Syrie pour différentes raisons : parce que le régime est encore là, parce qu'ils ont peur, parce que toutes les infrastructures sont détruites, parce qu'il n'y a aucune opportunité d'avenir. Le régime ne fait pas en sorte de poser les conditions pour qu'une vraie réconciliation soit possible. Ces initiatives qui ont été lancées par le régime n'ont aucune crédibilité. Il y a des initiatives de la société civile à une échelle micro-locale où il s'agit moins de réconciliation que de vivre ensemble : vivre ensemble entre les différentes communautés et les différentes régions, et inculquer des valeurs aux enfants d'une nation unie. Ce sont des initiatives très localisées qui ont un impact certainement limité. Sur la question de la corruption, c'est un élément structurel de la manière de fonctionner et de gouverner du régime syrien, et ce phénomène n'a fait que s'accroître pendant la guerre. Aussi il faut reconnaître que la corruption ne touche pas que le régime : l'opposition politique syrienne qui était basée en Turquie a été très décrédibilisée et on l'a accusée aussi de corruption. À ma connaissance, il n'y a pas de programmes visant la corruption, qui n'est peut-être pas considérée comme un facteur primordial aujourd'hui. Il y a eu des projets plutôt visant la justice transitionnelle. Il s'agit de documenter toutes les violations et les morts pour qu'ensuite, un jour, il puisse y avoir cette justice transitionnelle et peut-être une vraie réconciliation.

Léo Montaz : Dans le cadre ivoirien, la réconciliation avait été mise au premier plan dès la prise de pouvoir du gouvernement actuel. Il y a eu de nombreuses initiatives de l'État, même une agence d'État spécialement consacrée à la réconciliation. Mais dans les faits, la réconciliation en Côte d'Ivoire est loin d'exister, il y a des divisions profondes. Concernant la corruption, dans le cas des démobilisés, ils accusent leur ancien chef de guerre justement d'avoir vendu des matricules de militaires pour intégrer les gens dans l'armée régulière. Il y a eu tout un réseau de clientélisme qui correspond à des choses extrêmement banales dans ce genre de pays où la corruption et les réseaux clientélistes sont omniprésents.

Alexal : Quels seraient les facteurs favorisant la réinsertion sociétale des anciens combattants ? On constate dans vos recherches que l'exclusion sociale est très prégnante.

Léo Montaz : En ce qui concerne la réinsertion sociale des anciens combattants, il me semble que l'un des grands défauts des programmes DDR dans leur ensemble c'est l'échelle à laquelle ils sont appliqués. Ce sont des programmes financés au niveau international qui vont être soutenus par des agences d'État et souvent avec de nombreux intermédiaires entre les démobilisés et l'agence en question. Il y a beaucoup d'agents qui détournent de l'argent, mais en plus il y a une incompréhension complète, de la part des fonctionnaires en charge de l'agence, de ce qui se passe sur le terrain. Dans le cadre de ces programmes, l'une des premières actions serait de les relocaliser et de s'appuyer beaucoup plus sur les collectivités territoriales qui connaissent le tissu économique de leur région et qui pourraient faire en sorte que les démobilisés contribuent concrètement à l'économie locale. Et plus largement, il y a la question de l'image que renvoient ces démobilisés dans la société. Dans le cadre ivoirien, c'est une image extrêmement négative. Cela demanderait aussi qu'on imagine des campagnes de communication qui visent concrètement à apaiser les tensions et à montrer pourquoi ces gens-là ont combattu et quel est leur discours sur leur combat, et non pas qu'ils soient marginalisés comme d'anciens rebelles ou comme des gens forcément dangereux pour la société, alors que la plupart d'entre eux disent s'être battus pour la démocratie, pour l'intégration sociale, contre l'exclusion, etc. Dans le cadre ivoirien, il n'y a aucune médiation sur ces questions-là.

Valentina Napolitano : Dans le cas syrien, il faut prendre en compte non pas les combattants ou ex-combattants non pas sur le terrain même du conflit, mais dans un terrain d'exil ou de multi-terrains d'exil avec leurs propres normes, les statuts attribués à ces réfugiés. Par exemple, en Turquie, la présence des instances de l'opposition syrienne a fourni un véritable réseau de sociabilité, de reconversion de ces combattants qu'on ne retrouve pas du tout en Jordanie, où l'opposition est presque absente.

Laura Ruiz de Elvira : Si on prend par exemple le contexte des régions qui échappent encore au contrôle du régime syrien, là la reconversion est peut-être plus facile parce que justement ce sont des régions où on n'a pas un État extérieur qui impose ses conditions, on n'a pas le régime contre lequel ils combattaient, donc il y a une plus grande liberté. Mais en même temps, il y a une économie qui n'en est pas une. C'est plus la survie, avec des reconversions très importantes et très habituelles, mais aucune projection possible dans l'avenir.

Erminia Chiara Calabrese : Ce concept de la réinsertion sociétale des anciens combattants me pose beaucoup de questions. Quand je pense à la Syrie et au Liban, il y a un « brouillage » entre les combattants et les civils, il y a des allers-retours, avec des combattants qui vont 15 jours en Syrie et qui après rentrent au Liban où ils vont continuer à travailler. La question de la réinsertion c'est comme si l'on était exclu : on ne s'occupe que des armes et après on doit revenir à la vie [sociale]. Dans nos terrains, ce sont des frontières qu'on ne peut pas vraiment délimiter. Quant à l'exclusion sociale, au Liban c'est un peu différent. On est dans des contextes où la guerre est toujours présente, où il y a une certaine valorisation de cet engagement combattant. De nombreux combattants du Hezbollah qui avaient des travaux précaires avant d'aller en Syrie ont pu trouver un travail par leur expérience combattante qui leur a donné de la valeur à l'intérieur de la société. La question du classement symbolique de ces combattants peut se poser, mais ce n'est pas pour le moment observable sur un temps court, il faudrait voir après sur un temps un peu plus long.

Nicolas Amadio, maitre de conférences à l'Université de Strasbourg : Vous avez présenté de nombreuses catégories d'expériences émotionnelles différentes (émotions, sentiments, humeurs, etc.) et des qualités d'expériences émotionnelles variées (colère, peur, tristesse, culpabilité, etc.). Si bien que l'on peut se sentir un peu dépassé par cette richesse d'un point de vue analytique. Aussi, si vous deviez retenir une catégorie d'expérience émotionnelle associée à une qualité, quelle serait-elle et pourquoi ?

Pénélope Larzillière : La question de la définition des émotions est assez difficile. Il n'y a pas vraiment de définition stable. On a fait quelques choix qui ne sont pas forcément transversaux ou à maintenir absolument : utiliser les émotions comme la catégorie la plus générale et à l'intérieur de cette catégorie distinguer les affects et les sentiments — comme étant de plus longue durée —, et surtout se concentrer sur la question de sentiments moraux (des situations où l'affect est lié à des références morales et des visions du monde). Pour les émotions elles-mêmes, ce qu'on voulait faire aussi, c'était parler de ces émotions politiques, donc des expressions émotionnelles qui se font en lien avec une situation politique, avec une perception d'une situation politique. Mais il s'agissait de parler de ces émotions politiques autrement qu'en termes de passion politique comme ça avait été fait antérieurement. Cette difficulté de définition a aussi conduit les sociologues et les politologues à avoir des analyses qui se font moins par des définitions précises de catégories qu'en s'intéressant à des nébuleuses émotionnelles, à des archipels émotionnels, et en essayant d'en tirer l'analyse d'un registre émotionnel situé à tel ou tel moment. Et pourquoi ? Parce que ces définitions sont socialement et historiquement évolutives. D'où l'intérêt de se consacrer plutôt à essayer de comprendre quel est le registre émotionnel dans toutes ces dimensions pertinent dans tel contexte à tel moment.

Lina Penagos : Pour tous les intervenants : d'après votre expérience comment s'articulent (ou pas) les différents acteurs — gouvernements, ONG, associations — dans les processus d'intégration des anciens combattants ?

Pénélope Larzillière : Je vais juste faire un commentaire un peu plus général sur cette question des différents intervenants dans les politiques qui sont mises en place. Les intervenants internationaux sont extrêmement présents et ça conduit à des mises en place de politiques très standardisées et à des décalages très forts. Ces politiques sont présentées comme neutres, comme technologiques, alors qu'en fait elles sont reçues et

perçues comme fortement normatives, mais avec des normes qui ne sont pas dites en tant que telles, mais qui sont liées à des lectures du conflit qui peuvent être en décalage complet avec la façon dont les combattants, les ex-combattants ou la société de manière plus générale perçoivent la situation. Par conséquent, ça peut donner des politiques qui sont très mal reçues sur place.

Laura Ruiz de Elvira : Cela renvoie un peu à la question qu'on a abordée sur la réinsertion sociale. En Syrie le conflit n'est pas encore fini et il y a des réalités très diverses. Du côté de l'opposition, les ONG et les structures de l'opposition politique à Bachar al-Assad ont été le lieu d'accueil de nombreux anciens combattants et d'anciens activistes et révolutionnaires. Mais toutes ces instances-là sont en train de se déliter, aussi bien du point de vue humanitaire que politique, par la diminution de fonds internationaux. Ces acteurs-là qui avaient réussi à se reconvertir se retrouvent dans des situations de plus en plus difficiles. Du côté du régime, au contraire, on a des cas où d'anciens combattants ou des gens ordinaires qui étaient retournés en Syrie ont été réengagés et renvoyés sur le front du côté de l'armée loyaliste. C'est très compliqué de parler d'intégration et réintégration de ces anciens combattants dans le cas de la Syrie.

Léo Montaz : Pour répondre sur des éléments plus concrets d'articulation entre les différents acteurs, à Gagnoa il y avait notamment une association qui essayait de faire la promotion des anciens combattants comme des possibles employés dans le secteur de la sécurité privée ; ils avaient reçu le soutien de la mairie de l'époque. À ma connaissance, il n'y a pas d'ONG qui ont été concernées par cela. Dans tous les cas, l'action de l'association n'était pas en lien avec l'action du programme DDR ou de l'État. C'est parce ce qu'il y a d'abord l'échec du DDR et qu'il n'y a pas de réintégration que justement certaines des associations vont se créer pour essayer de soutenir l'intégration sociale ou l'insertion économique des anciens combattants.

Quatrième session
Comment sortir de la violence (ou ne pas y entrer) ?

Yvon Le Bot
Introduction. Sortir de la violence. Les voies et les acteurs

Dans cette session nous nous centrons sur les conditions, les voies et les acteurs de sortie de la violence et spécialement des violences extrêmes. C'est le thème nodal de l'ensemble du programme et il était déjà présent dans les sessions précédentes (parfois en négatif).
Je vais vous présenter, dans ses grandes lignes, le cadre d'analyse et de réflexion que nous avons construit au fur et à mesure de l'avancée des travaux. Je ne ferai que donner un aperçu de ce qui est développé dans les publications des intervenants ainsi que des participants au projet qui n'ont pas pu intervenir aujourd'hui.

Voici donc cinq grandes sous-divisions thématiques :

1/ Les métamorphoses des violences.
Sortir de la violence par d'autres violences. Les exemples sont innombrables. Hier et ce matin plusieurs exposés en ont donné des illustrations.
Le cas de la Colombie est emblématique. Dans la vidéo qui suit, María Victoria Uribe parle de violence mutante.

L'une des formes les plus fréquentes de cette mutation est le passage de la violence politique aux violences mafieuses (souvent aussi elles coexistent, et Marie Kortam hier a évoqué le cas d'un cheminement inverse : un gang qui devient un groupe politique armé).
Aujourd'hui en Amérique latine, les principaux acteurs collectifs des violences relèvent du crime organisé, lié à la corruption et aux trafics de toutes sortes. Ils gangrènent et débordent les États comme ça a été le cas en Colombie, comme c'est le cas au Mexique depuis 2006, et ailleurs.
Dans son exposé, Paola Díaz a utilisé le mot de nécrose. J'ai envie de prolonger la métaphore et de proposer le concept d'État nécrosé.
Quelques auteurs (Olivier Roy et d'autres, moi-même en une occasion) ont suggéré des parallèles entre les violences extrêmes des cartels mexicains et celles de Daech, mais la comparaison ne permet pas d'aller très loin.

2/ La sortie de la violence par les acteurs institutionnels, via les instances et processus juridico-politiques.
C'est le champ le plus travaillé. Il se décline dans de multiples thèmes, liés entre eux, souvent entremêlés. Les experts parlent de *peacemaking*, *peacebuilding*, *peacekeeping*, *nationbuilding*, etc. De DDR : désarmement, démobilisation, réintégration. Mentionnons aussi la justice transitionnelle, les commissions vérité et réconciliation, la notion de post-conflit. Plusieurs participants au projet ont privilégié cette dimension juridico-politique (ce qui répond au moins partiellement à la remarque d'André Guichaoua hier).
María Emma Wills parlera ici de la juridiction spéciale pour la paix et de la commission de la vérité issues de l'accord de paix de 2016 en Colombie. Eduardo Pizarro a consacré de nombreux travaux aux processus de paix (dont il a aussi été un acteur), Sophie Daviaud a écrit sur les procès pour crimes contre l'humanité en Argentine et en Colombie, Jacobo Grajales sur les négociations du gouvernement Uribe avec les paramilitaires colombiens.
Dans la suite de cette session, Víctor Quintana brosse un tableau synthétique des politiques mises en œuvre au Mexique face au déferlement de violence que connaît ce pays depuis une quinzaine d'années. Des politiques qui ont alimenté la violence, plus souvent qu'elles n'ont permis d'en sortir. On aura peut-être un échange à ce sujet entre Luis López et lui.
Un fil qui court dans ces travaux :
La transformation (conversion) des combattants et ex-combattants en acteurs politiques. Dans certains cas en militants d'organisations humanitaires (Laura Ruiz dans la session précédente).
On a moins parlé des politiques de réformes économique et de développement, de réforme agraire par exemple, qui sont rares voire inexistantes (Léo Montaz en Côte d'Ivoire, mais dans ce colloque il s'intéresse plus spécialement à un programme de DDR sur la base de son enquête sur des ex-combattants, Elisabeth Wood au Salvador).

3/ La sortie de violence par les mouvements sociaux.
Peut-on sortir de la violence ou la contourner par le mouvement social ? Des mouvements sociaux peuvent-ils naître sur les traces, les cendres laissées par les violences extrêmes ?
Jacques Sémelin reviendra tout à l'heure sur les questions de la non-violence et de la résistance civile.
Auparavant John Sabogal présentera l'organisation et les actions des communautés indiennes du Cauca en Colombie face à des acteurs violents de toutes sortes. Un cas remarquable de résistance civile, même si ses protagonistes ne sont pas entièrement dépourvus d'armes.
Autre type de mouvements :
Depuis les années 1970, pendant et après les violences, se sont multipliées partout, et spécialement en Amérique latine, les mobilisations pour les disparus, contre l'impunité, contre l'oubli, pour la mémoire.

Marie-Christine Doran, entre autres, en étudie les significations et la portée politique au Chili et en Colombie. Les femmes y jouent un rôle central et la question du genre en est une dimension capitale comme l'ont montré Narda Henriquez au Pérou, María Emma Wills en Colombie… ainsi que Sabrina et son équipe, hier, à propos du Mexique. Un des principaux enjeux de ces mouvements est la capacité (ou non) des victimes et de leurs proches, les femmes notamment, à sortir de la victimisation et à devenir acteurs, actrices.

4/ Quatrième figure, celle des acteurs culturels, des créations culturelles.
C'est un champ relativement peu étudié par les sciences sociales, tenu pour marginal, et pourtant très riche, par le nombre des expériences, des manifestations et des œuvres. Et surtout par les significations qu'elles révèlent ou produisent.
Une approche en termes de sciences sociales ne doit pas prétendre à rendre compte de la création artistique ou à en épuiser les significations. Inversement les productions culturelles ne peuvent être traitées comme des illustrations des analyses sociologiques.
Mais un dialogue, des échanges féconds peuvent s'établir. C'est ce que tente Johanna Carvajal dont on verra tout à l'heure la vidéo.
Je mentionne quelques autres exemples dont ont été ou sont émaillés nos séminaires, nos colloques, nos textes :
- le film de Natalia Orozco sur les négociations de paix de La Havane ;
- celui de Jérôme Mars sur une jeune indienne, combattante des FARC au moment de la démobilisation de celles-ci ;
- les travaux de Nicolas Echavarría ;
- l'utilisation par Andrea Grieder de la poésie comme arme du dépassement de la souffrance chez les survivants du génocide rwandais ;
- le livre et le film *Patria* sur la violence et la sortie de violence au Pays basque, que Jérôme a mentionné dans son exposé ;
- l'écrivain William Ospina a apporté sa contribution à l'une de nos rencontres ;
- le reportage photographique de Sabrina Melenotte et Emmanuelle Corne sur la recherche des disparus au Mexique ;
- le travail de Luis Velasco-Pufleau sur le rôle de la musique dans la reconstruction de rescapés du Bataclan.
Ces productions culturelles font écho aux mouvements sociaux mentionnés et souvent les accompagnent. Elles contribuent à donner ou redonner voix, visibilité et dignité aux victimes et aux survivants.

5/ Mémoire et histoire. Vérité, justice ou réconciliation ?
Je vais terminer sur une interrogation à laquelle on ne peut échapper lorsque l'on s'intéresse à la sortie de la violence. Les politiques mémorielles et leurs divers dispositifs (commissions de la vérité, justice transitionnelle, etc.) sont-ils des gages de paix et de démocratie ? À quelles conditions contribuent-ils à la formation et au développement d'un espace de dialogue, dans lequel confits, désaccords, contestations et dissidences peuvent s'exprimer sans violences ? Ne deviennent-ils pas, au contraire, dans certaines circonstances, des facteurs de division, de polarisation, d'exacerbation des conflits ?
Exprimé autrement :
- faut-il privilégier l'établissement de la vérité et la justice pénale, au risque d'entretenir ou de réveiller les vieux démons ?
- ou bien faut-il opter pour l'amnistie, le pardon, voire l'oubli, dans le but de rétablir ou de consolider la stabilité politique et institutionnelle, de préserver la paix civile, d'assurer la réconciliation nationale ?

Plusieurs des communications qui vont suivre, et de celles qui ont précédé montrent que ces questions sont toujours à vif dans les pays et les cas de référence. Notamment celles de María Victoria Uribe, María Emma Wills, Marie-Christine Doran et Ricardo Peñaranda.

Les présentations de cette session ne respectent pas exactement l'ordre thématique que je viens d'indiquer. Nous avons alterné vidéos et interventions en direct, en pensant que ce sera peut-être moins lassant au terme de deux journées de colloque.
Mais au départ deux vidéos.

María Victoria Uribe
Violencia mutante y paz esquiva en Colombia
Al igual que en Suráfrica y en Irlanda del Norte, resulta evidente que, con posterioridad a la firma de los acuerdos con las FARC en La Habana, la violencia en Colombia ha ido mutando hacia nuevas formas menos jerarquizadas y caracterizadas por ejecuciones extrajudiciales de líderes sociales y excombatientes. Las percepciones sociales e institucionales cambian durante la etapa de transición, es por ello que Jarman llama la atención acerca de la violencia sectaria que ha continuado en Irlanda del Norte y que ahora es percibida por la sociedad como parte de una violencia delincuencial generalizada. La violencia doméstica y los incidentes racistas y homofóbicos se han triplicado en Irlanda del Norte con posterioridad al desarme del IRA y de los grupos paramilitares. Según lo anterior, existen suficientes evidencias alrededor del mundo que indican que cualquier intento por resolver conflictos políticos violentos desencadena el surgimiento de una serie de nuevos conflictos. En Colombia el Acuerdo de Paz firmado con las FARC en 2016 redujo drásticamente las cifras de muertos, secuestrados y desaparecidos, lo que ha redundado en una mejoría de las condiciones de vida en algunas zonas. Sin embargo, en las regiones donde hubo presencia hegemónica de la exguerrilla y ausencia manifiesta del Estado han aparecido nuevos grupos criminales como las disidencias de las FARC, los neoparamilitares y las bandas criminales ligadas al narcotráfico. Esa es la paz a la colombiana, por capítulos y entreverada con conflictos estructurales como la pobreza, la precaria cobertura estatal y la criminalidad ligada al narcotráfico.

John Sabogal
La reconfiguration de la violence armée en Colombie après l'Accord de paix.
L'objectif de cette intervention sera de réfléchir sur les mutations des violences armées, notamment au sud-ouest de la Colombie, dans le contexte de la mise en œuvre de l'accord de paix entre l'État et la guérilla des FARC. Avec la démobilisation de ce groupe révolutionnaire, plusieurs territoires auparavant contrôlés par les FARC ont commencé à connaître de fortes disputes, de sorte que la sortie de la violence est incertaine dans différentes régions du pays. Les organisations ethniques et rurales tentent de contenir les nouvelles vagues de violence dans un contexte de diversification des acteurs, de démonopolisation du contrôle armé des territoires et de continuité des économies illégales du trafic de drogues.

María Emma Wills
La rencontre entre victimes, chercheurs et artistes. Son potentiel transformateur et ses limites
Depuis au moins 15 ans, on assiste à une explosion d'initiatives de mémoire en Colombie. Les victimes et leurs alliés ont recours à toutes sortes de langages symboliques pour dénoncer l'impunité, défier les acteurs armés et revendiquer la mémoire de leurs morts : elles s'expriment à travers la musique, la danse, la peinture, la poésie, les sites funéraires, le théâtre, les graffitis... Historiens, anthropologues, politologues et artistes se sont alliés à ces efforts. Quelle est la puissance, mais aussi les limites, de cette rencontre entre chercheurs et victimes et du recours à des langages artistiques ?

Cette communication passe en revue un cas particulier de construction collaborative entre chercheurs, artistes et victimes et conclut que ce type d'effort a un potentiel transformateur : il favorise la reconnaissance et l'enrichissement tant des victimes que des chercheurs ; il contribue à la sensibilisation du public ; il aide les victimes à s'approprier un langage de droits et à bénéficier d'une visibilité publique. En même temps, le processus est confronté à certaines limites : cette puissance transformatrice qui s'opère dans la sphère culturelle et symbolique ne se traduit pas immédiatement dans la sphère politique et peut même échouer. Les partis politiques et les bureaucraties peuvent s'y opposer ouvertement ou secrètement et devenir des barrières qui empêchent une réparation complète des victimes. L'autonomie entre les sphères culturelle et politique, essentielle pour préserver la pluralité des points de vue, est en même temps le talon d'Achille des travaux symboliques de la mémoire.

Johanna Carvajal González

L'art comme alternative à la violence en Colombie : du Street Art au théâtre

Se analizarán dos prácticas artísticas provenientes del *street art* y de las artes escénicas, cuyo objetivo es resistir a una serie de incertidumbres de orden político, social y económico en Colombia. En medio de grandes incoherencias y paradojas, estas experiencias enfrentan, con el ánimo de ser duraderas, la fragilidad que se ha normalizado y que a muchos ha anestesiado.

El primer caso es el del colectivo de artistas Casa Kolacho del barrio de San Javier, en la ciudad de Medellín. Aquí, los artistas decidieron oponerse pacíficamente a una ola de violencia que golpeó fuertemente este barrio a principios de los años 2000, entre otros fenómenos. A través de la cultura hiphop y más recientemente del "Graffitour", Casa Kolacho sensibiliza a los habitantes de la ciudad y los visitantes exteriores frente a la memoria del barrio, gracias a una visita guiada por los murales realizados por artistas del barrio, portavoces de las memorias de sus habitantes.

El segundo caso que será abordado es el Festival de Artes Escénicas Selva Adentro, en el ETCR Silver Vidal Mora, en el departamento del Chocó. Este es un ejemplo de cómo el teatro puede aportar elementos al proceso de reinserción de los exguerrilleros hacia la vida civil, a través de obras que hablan de las transformaciones de nuestras sociedades y sus valores. Se trata del único ETCR que alberga una estructura teatral, que se ha convertido en un centro de encuentro social y político, un ágora en medio de la selva.

Marie-Christine Doran

Le rôle politique de la mémoire en Colombie et au Chili : Imaginaires, mobilisations, institutions

Le Chili et la Colombie ont vécu des processus de sortie de violence que tout distingue : sortie négociée par les élites d'une dictature marquée par la terreur d'État au Chili en 1990, sortie graduelle d'un conflit armé aux multiples acteurs et paix fragmentée en Colombie à partir de 2005. Un trait commun émerge pourtant dans les processus de construction de mémoire de ces deux pays : la présence de mouvements mobilisés autour de la mémoire dépassant le cercle des victimes directes et regroupant des secteurs et organisations très variés (femmes, étudiants, afro-descendants, autochtones — amérindiens —, paysans). Ces mobilisations pour la mémoire, qui font écho au concept de *mémoire sociale* d'E. Jelin, se situent pourtant dans des contextes institutionnels très distincts, le Chili n'ayant adopté que de timides mesures commémoratives 20 ans après la fin de la dictature, tandis que la Colombie se distingue au niveau international par l'adoption de lois permettant une présence officielle de la mémoire en plein cœur du conflit. Le matériel de recherche et les entretiens menés entre 2017 et 2020 dans diverses régions du Chili et de la Colombie montrent qu'en dépit de processus et contextes aussi distincts que ne le sont ceux de la Colombie et du Chili, les répondants des deux pays, participant à divers mouvements qui mettent en œuvre un rôle politique de la mémoire, révèlent

une matrice de représentations communes, liée à un *imaginaire de la souffrance partagée* face aux violences d'État, situant les violations passées des droits humains dans un continuum avec la violence structurelle et coloniale qui criminalise encore les mouvements sociaux en pleine démocratie.

Víctor Quintana
La lucha contra la violencia de alto impacto en México
La escalada de violencia de alto impacto que se desencadenó después de que Felipe Calderón declarara la «guerra al narcotráfico» en 2006 no ha terminado en México, pues al menos hasta 2019 se alcanzaron cifras récord en el país en delitos totales y en homicidios dolosos. Para combatirla se han adoptado estrategias a tres niveles diferentes. El gobierno de Andrés Manuel López Obrador inició en diciembre de 2018 el Plan Nacional para la Seguridad y la Paz, una estrategia integral basada en la lucha contra la corrupción, la defensa de derechos humanos y la inclusión social y la creación de la Guardia Nacional. Por otro lado, en algunas regiones del país se han implementado coordinaciones de los gobiernos federal, estatal y municipal con organizaciones de la sociedad civil para desarrollar diagnósticos y estrategias comunes. Finalmente, hay una gran diversidad de experiencias de organizaciones de la sociedad civil para atender en barrios y colonias a niñas, niños, adolescentes y jóvenes en riesgo. Aunque ya se han detectado avances de las tres estrategias, es necesaria una evaluación más sistemática del impacto de las mismas.

Ricardo Peñaranda
« La confrontación de las narrativas sobre la guerra en Colombia a la salida de la violencia »
Los distintos actores que han participado en la guerra en Colombia compiten por construir una narrativa sobre su responsabilidad en la confrontación. Estas narrativas no solo se confrontan entre sí, sino que confrontan también al Sistema de Justicia y Verdad y a las expectativas de una sociedad cada vez más implicada. Las implicaciones de esta confrontación serán determinantes para el cierre del largo ciclo de violencia o su prolongación.

Échanges et débat (fragments) :

Jacques Sémelin : Je souhaitais dire quelques mots dans cette session « Comment sortir de la violence (ou ne pas y entrer) ? », c'est tout le champ de ce qu'on appelle la stratégie non violente. Il y a un livre qui compte, me semble-t-il, dans ce champ, qui est peu connu en France, et je voulais vous le présenter rapidement. C'est celui d'Erica Chenoweth et Maria Stephan, *Why Civil Resistance Works : The Strategic Logic of Nonviolent Conflict*, qui a été publié aux éditions Columbia University Press en 2011 et qui va sortir très prochainement en France chez Calmann-Lévy avec une préface assez longue que j'ai faite pour cet ouvrage. Je crois que cela rentre vraiment dans la logique de ce projet ANR. Juste deux mots sur les auteures. Erica Chenoweth est devenue professeure à Harvard, à la Kennedy School of Government, et Maria Stephan travaille dans une fondation fédérale américaine, l'United States Institute of Peace. Leur recherche porte vraiment plus sur la notion de résistance civile que sur la non-violence, elles prennent des distances avec ce terme et elles parlent davantage de *nonviolent action* ou de *nonviolent strategy* ou *nonviolent conflict* ; elles l'utilisent comme adjectif et non comme substantif. Mais l'essentiel est autour de cette notion de résistance civile. En quoi cet ouvrage est-il neuf dans ce champ ? C'est qu'elles innovent dans leur méthodologie. Elles s'inscrivent dans ce champ qui s'appelle *global studies* qui aux États-Unis est très à la mode. Elles ont voulu constituer une base de données mondiale de 1900 à 2006 de 323 mouvements de résistance non violente (de résistance civile) et de résistance armée. Elles vont approcher cette question de stratégie non armée non pas par les bons sentiments, les approches idéologiques ou

idéalistiques, mais par le pragmatisme. D'ailleurs le titre de leur livre le dit : « comment ça marche ? ». Leurs principaux résultats sont contrintuitifs. Elles aboutissent à démontrer que les mouvements de résistance non violente atteignent deux fois plus souvent leurs objectifs que les mouvements de résistance violents. L'autre aspect c'est, bien sûr, aussi des études qualitatives, elles ne les négligent pas. Elles nous proposent quatre cas : la résistance civile aux Philippines qui a abouti à la chute de Marcos ; le cas de la Birmanie ; et puis elles prennent deux autres cas dont on n'a pas forcément l'habitude de parler dans ce champ. C'est celui du premier mouvement des Palestiniens contre l'occupation israélienne au milieu des années 80-90, et puis aussi la révolution iranienne. Ce livre est neuf, c'est une étape importante dans ce champ et il vaut la peine de le discuter, surtout dans la perspective de nos travaux sur les sorties de violence ou « comment ne pas entrer dans la violence ».

Pénélope Larzillière : Question pour María Emma Wills : pourriez-vous nous en dire plus sur les artistes qui ont participé à ces ateliers ? L'ont-ils vécu comme une forme d'engagement ? Qu'en disent-ils dix ans plus tard ?

> **María Emma Wills :** C'était surtout Jesús Abad, un photographe-artiste qui a un travail extraordinaire sur la guerre en Colombie avec les victimes. Ces artistes sont engagés politiquement non pas dans le sens où ils font partie d'un parti politique, mais dans le sens où ils sont engagés dans un processus de recherche de la paix en Colombie. Qu'en disent-ils dix ans plus tard ? Je pense qu'à l'instar de nombreux Colombiens et Colombiennes, ces artistes ont un sentiment de frustration dû au processus politico-étatique en ce moment en Colombie. Il y a beaucoup de gens qui sentent que le processus de paix et l'accord de paix nous ont été « volés ». Nous avions beaucoup d'espoir et la position du gouvernement Duque n'aide pas au processus de paix en Colombie. Il y a une certaine frustration, un certain désespoir en Colombie en ce moment.

Karinos : Question pour Johanna Carvajal : il existe aux États-Unis aussi des « ghettos tours » autour de la fascination pour la culture des gangs dans le rap contemporain, où des gens font de l'argent en présentant les lieux où des membres de gangs et/ou des rappeurs connus sont morts, où il y a eu une fusillade, etc. Ce genre d'initiatives est critiqué pour être voyeuriste, notamment pour une audience blanche et plutôt aisée fascinée par la violence qui touche la population noire et latino-américaine. Il m'a semblé que vous présentiez celle du Graffitour en Colombie plutôt positivement, comme la preuve d'une ouverture bienvenue du quartier. Il n'y a pas de critiques de ce genre ? Si non, pourquoi selon vous ?

> **Johanna Carvajal :** Je n'ai pas trouvé de travaux qui envisagent d'approcher ces éléments négatifs. Dans mon travail, je vais aborder ce que j'ai appelé la fragilité des résultats à long terme de ce type de pratiques. C'est-à-dire, dans ce cas d'étude spécifique il y a une fragilité vis-à-vis de la précarité des habitants du quartier. Cette précarité s'est traduite par tout ce qui relève de l'opportunité de séduire les visiteurs avec de petits souvenirs, mais on ne touche pas au développement possible du tourisme, c'est de la « débrouillardise » des personnes qui ont eu une opportunité grâce à leurs maisons au lieu d'avoir à vendre leurs produits dans le centre-ville ou d'avoir une activité économique en parallèle du Graffitour. Celui-ci est perçu par beaucoup de personnes, notamment des habitants, comme une opportunité, mais à long terme c'est une cocotte-minute. Le quartier de San Javier a reçu beaucoup de touristes ; quand j'y étais au mois de janvier, il y a eu plus de 10 000 personnes dans un week-end. C'est un phénomène qui va sûrement impacter, d'une manière ou d'une autre, les habitants.

Les personnes qui m'ont accueillie dans leurs maisons étaient très contentes d'avoir d'autres récits sur leur quartier. N'oublions pas que le Graffitour est fait par des artistes locaux et ce sont ces mêmes artistes qui mènent les visites guidées. Il n'y a pas une institutionnalisation du récit, ce sont les habitants eux-mêmes qui le créent, qui s'emparent de ce récit et le partagent avec les touristes, que ce soit ceux de la ville de Medellín ou d'ailleurs en Colombie, ou bien des touristes étrangers. Il y a aussi des étrangers que j'ai interviewés lors de ces visites qui m'ont avoué leur malaise vis-à-vis de l'intimité des habitants. Les *murales* qu'on va visiter sont chez les habitants, on est au cœur des habitations de ces gens.
Donc il y a une « envie », l'idée de faire un Graffitour chez eux, proposé par eux-mêmes, et puis il y a toute une série d'éléments qui échappent sûrement aux personnes qui ont créé le Graffitour. Cela n'empêche pas que ce soit un exemple de comment ces personnes ont proposé l'art comme un outil, un outil mis en œuvre déjà par deux générations d'artistes qui ont fait le tour du monde dans des festivals de *street art* et qui ont commencé dans ce quartier. Je pense que c'est aussi une occasion pour détruire des préjugés vis-à-vis de ce quartier et des artistes urbains qui, à beaucoup de reprises, ont été présentés comme des vandales.

Sabrina Melenotte : Question pour María Emma Wills : pourrais-tu s'il te plaît préciser ce que tu entends par « sphère politique » ? Veux-tu parler des politiques mémorielles officielles ? Des institutions et programmes de réparation ? avez-vous tenté d'établir des ponts avec cette sphère politique pour leur soumettre ces projets de mémoire alternatifs qui créent du « consensus » avec les victimes ?

María Emma Wills : Pour moi, la sphère politique, dans le sens que je donne au terme dans l'article, a à voir avec le système politique des partis et de l'État. Pour ce qui est de la dimension politique de la mémoire, je mets l'emphase sur le fait que les victimes font une lecture politique de leurs expériences, c'est-à-dire que les lectures que nous avons sur le monde et la réalité ne sont pas confinées aux experts : les citoyens et les citoyennes font des lectures politiques. Ça, c'est le sens politique de la mémoire. Mais la sphère politique, celle qui fait des politiques de réparation des victimes, en Colombie tout au moins, passe par les bureaucraties, par l'État, et c'est là où je vois une espèce de trou noir, parce que ces institutions, bien qu'il y en ait de très engagées avec les victimes, sont attrapées dans des filets bureaucratiques où faire une réparation intégrale devient un acte héroïque. En plus, nous avons aussi des bureaucraties tout à fait capturées par les structures de pouvoir au niveau local qui font un contrepoids aux institutions engagées envers les victimes. Là, il faut l'accepter, il y a un énorme travail à faire, parce que cette fragmentation de l'État colombien est devenue une forme d'engrenage de l'impunité et de la non réparation des victimes. Et dans le système politique, nous avons une grande bataille autour de la mémoire. Il y a deux grands blocs qui se disputent la mémoire historique de la Colombie, et en ce moment ceux qui sont au pouvoir c'est le bloc anti-processus de paix. Ce que je voulais dire, c'est que les initiatives des victimes de la société civile sont très importantes, mais les processus politiques qui passent par les partis et passent par l'État sont fondamentaux pour réellement réparer les victimes et pour sortir de la violence. En d'autres termes, la société civile a beaucoup d'énergie et elle a un apport à faire pour sortir de la violence, mais au moins en Colombie, si elle n'a pas l'État de ou au moins des partis de son côté, elle est faible.

Laetitia Braconnier Moreno : Question pour Marie-Christine Doran : pouvez-vous revenir sur les manifestations de cette « violence coloniale », et l'interprétation que l'on peut faire du chapitre ethnique de l'accord de paix colombien ?

> **Marie-Christine Doran :** La notion d'objection culturelle surgit comme une réponse à la recherche du consentement présente dans l'application de la Convention 169. Les organisations afrodescendantes à qui j'ai parlé étaient en train d'essayer de voir si elles pouvaient proposer une notion différente de celle du consentement libre et de bonne foi, comme on dit dans la Convention 169, et même essayer de porter aux Nations Unies cette proposition de notion d'objection culturelle, liée à la violence coloniale. Dans les récits et les entretiens, les gens nous disent : « en tant que peuple autochtone nous avons le droit d'objection culturelle, nous savons que la violence se joue depuis la colonisation ». Donc, pour eux, il est très important de mettre en lumière le fait que la violence se situe dans un continuum, et aussi dans une violence structurelle contre les femmes, dont les corps sont accaparés par la colonisation et le sont encore dans la guerre et la tentative à les dissuader de participer à des manifestations, comme on le voit très clairement au Chili. « Nous avons, affirment les enquêtés, quelque chose de spécifique à dire en tant que communautés et en tant que femmes par rapport à cette notion de consentement ». Le courant du féminisme éco-territorial est extrêmement visible en ce moment au Chili, il revendique l'idée que le territoire était accaparé tout comme les corps des femmes et on doit donc remettre en question ces questions-là dans la convention constituante dont les délégués seront élus en avril.

Myrna Insua : Question à María Emma Wills : dans le passage de la mémoire littérale aux mémoires conceptualisées que vous nous avez montré à partir du dessin, quelle est la place pour des témoignages sous forme de biographie ou de témoignages romancés ? Peut-on parler d'une « littérature des victimes » ?

> **María Emma Wills :** Oui, tout à fait. C'est une nouvelle littérature issue des victimes elles-mêmes et je pense qu'elle a beaucoup de puissance.

Ernesto Ottone : J'avais un commentaire sur l'intervention de Marie-Christine Doran. Je suis très surpris par certains aspects, parce que c'est très difficile de faire une comparaison entre ce qui se passe en Colombie et ce qui se passe au Chili. Je crois qu'il faut faire très attention à la méthodologie. Je me souviens de la photo sur laquelle Piñera apparaît en disant « c'est la guerre » après la première destruction de toutes les stations de métro au Chili. Je veux dire trois choses. La première c'est qu'à côté de Piñera il y avait un militaire, le général Iturriaga, et ce militaire a parlé deux heures après Piñera pour dire : « je ne suis en guerre avec personne ». Et le comportement des militaires pendant cette journée a été exemplaire. Piñera dit des bêtises tout le temps. Il a fait cette affirmation sur la guerre, mais quelques jours plus tard il a dû s'excuser. Piñera est un très mauvais président, mais c'est le président d'un pays démocratique et il est un démocrate. Au Chili, pendant toute cette période des manifestations, il existait une commission des droits de l'homme, payée par le gouvernement, mais autonome et dirigée par un homme de l'opposition qui a lutté contre la dictature. Il a fait une enquête sur tous les cas d'abus de la police et il y a de nombreux policiers qui sont emprisonnés. Deuxième chose, les grandes manifestations au Chili n'étaient pas violentes ; la violence était le fruit de petits groupes liés à un secteur très gauchiste, aux hooligans du football, au narcotrafic et à la criminalité. Troisième chose, on a eu un plébiscite pour la nouvelle Constitution qui a été un grand succès, et aujourd'hui on fait un grand effort pour répondre aux demandes des gens et

résoudre ces problèmes, comme le Chili, qui est sorti de la dictature par des moyens pacifiques, a toujours été capable de le faire.

Clôture
Michel Wieviorka

Ceci n'est pas une conclusion, mais un remerciement, qui s'adresse à tous ceux qui ont participé à ce superbe programme de recherche, à commencer par Yvon Le Bot.

En 2015, plusieurs des participants à ce colloque ont accepté de se lancer avec moi dans ce qui prenait la forme d'une plateforme de recherches internationale sur la violence et la sortie de la violence. Il en est sorti d'importants colloques, dans plusieurs pays du monde, de nombreux groupes de travail internationaux et pluridisciplinaires, des séminaires, plusieurs publications, une nouvelle revue, coéditée avec Sage, *Violence : an International Journal*, que je dirige avec Scott Straus, et le colloque qui s'achève, sous la direction d'Yvon Le Bot, qui a conçu puis dirigé de main de maître le programme de recherche financé par l'ANR. Cinq ans après le lancement de notre plateforme, nous pouvons être fiers du chemin parcouru.

Je voudrais d'abord faire quelques remarques sur la violence, en notant, au préalable, qu'on sait ce que c'est, mais qu'on ne sait pas très bien la définir — alors comment prétendre l'étudier ? D'ailleurs, il est difficile d'aller au cœur du volcan ou de la fournaise, là où les acteurs agissent.

Depuis Hobbes, au moins, nous avions pris l'habitude de penser la violence en référence à l'État. Pour limiter ou empêcher la violence, les individus ne sont-ils pas supposés en confier le monopole légitime à l'État ? Sortir de la violence, pour reprendre la formule qui a fédéré nos efforts, c'était avant tout s'interroger sur les modalités permettant à l'État de faire valoir ce monopole légitime. Mais à partir de la fin de la deuxième Guerre Mondiale, en tous cas dans une perspective occidentale, la sortie de la violence est devenue une thématique qui cesse de se limiter à la question de l'État pour s'élargir par le haut, puis par le bas.

Par le haut, avec l'idée de droits humains supérieurs aux États, et par voie de conséquence avec celle d'une justice supranationale, dont la première expression concrète, quelles que soient les critiques qui ont pu être formulées, a été donnée par les procès de Nuremberg. Et par le bas, surtout à partir des années 70, quand il s'est agi de prendre en considération les victimes, et pas seulement l'ordre, les atteintes subies par des personnes, dans leur intégrité physique et morale, et pas seulement les dommages causés à l'État et la mise en cause de sa légitimité.

Le monde s'est transformé, en profondeur, et un point capital doit être signalé ici : nous sommes orphelins de deux grands conflits, l'un social — la lutte des classes — et l'autre géopolitique et international — la guerre froide. Et la fin de cet ordre historique, qui a dominé jusque dans les années 80 du XXe siècle a ouvert la voie à un renouveau de la violence. Celle-ci s'étend et se transforme quand existent les possibilités de traiter conflictuellement de ce qui peut opposer entre eux les humains par la négociation, voire le compromis, par le débat, l'échange, la transformation de l'ennemi en un adversaire avec qui on peut discuter. Dans un monde, dans des sociétés où règne l'individualisme, où la vie collective semble se fragmenter, la violence trouve un espace d'autant plus grand. Bref, et je n'ai pas le temps de préciser ni de nuancer cette idée, la violence s'étend quand la possibilité du traitement institutionnalisé se rétracte. La globalisation a contribué aussi à changer la donne. On ne peut plus penser la violence en distinguant, classiquement, ses modalités internes à un État-nation, et celle qui est

internationale, il vaut mieux, on le voit avec le terrorisme, l'envisager globalement, en circulant entre le dedans et le dehors. De même, il faut envisager certaines formes de violence dans la façon dont elles mêlent non seulement des niveaux et des significations variées, je pense à ce qui est violence politique devenant en plus infra-politique, criminelle, et métapolitique, religieuse. La guerre se transforme.

Il faut donc renouveler nos analyses de la violence, en acceptant de refuser tout déterminisme simple et unique, et avec un fort souci théorique. Je note ici, ce colloque l'a montré, que l'on prend l'habitude d'examiner différents modes d'approche, de se situer par rapport à eux, de les discuter, d'en prendre le meilleur — c'est très positif. Je note aussi que chacun, ce qui est très bien, a son terrain, son objet précis, mais que nous sommes capables de monter en généralité, d'avoir des discussions collectives relativement larges — ce n'est pas si fréquent dans nos disciplines, où les savoirs sont de plus en plus pointus, mais parcellaires, atomisés.

Il faut en même temps prendre conscience du statut de la violence dans une société comme la nôtre. Jusque dans les années 70, il existait une certaine légitimité de la violence sociale et surtout politique, la révolution, la guérilla, le Che. Puis la violence sociale politique est devenue un tabou, jusque dans les années récentes, où elle retrouve une certaine légitimité, on l'a vu avec les Gilets jaunes, tandis que celle de l'État est contestée — on le voit en France ces jours-ci. Et des lieux où la violence était enfouie dans le silence de l'institution sont devenus intenables. On ne veut plus de violences conjugales et familiales, de pédophilie dans l'Église ou à l'école, de police n'écoutant pas les victimes de viol. La violence est bouleversante, elle émeut, suscite les passions, rend difficile de s'installer dans une attitude de pure recherche. Le paradoxe est que quand elle est tabou, totalement criminalisée ou disqualifiée, que les acteurs apparaissent comme déviants, pathologiques, la recherche est encore plus difficile que lorsqu'elle est acceptée, légitimée dans certains acteurs.

Quand l'analyse de la violence se concentre sur l'État et son fameux monopole, elle n'a pas à s'intéresser à la subjectivité de ceux qu'elle atteint, comme de ceux qui la mettent en œuvre. Les conceptions classiques de la violence ne font pas que la penser dans le cadre traditionnel de l'État-nation, et des relations entre États-nations, elles y voient avant tout une mise en cause de l'ordre qu'il incarne. Les conceptions actuelles donnent, à l'opposé, une place considérable aux victimes de la violence, affectées ou détruites dans leur intégrité physique et intellectuelle, comme sujets actuels ou potentiels. On peut faire la même remarque en ce qui concerne les auteurs de la violence. Dès lors, et je ne peux pas développer ce point, l'essentiel devient d'analyser des processus de subjectivation de dé-subjectivation, de re-subjectivation, de perte et de reconstruction du sens. Avec ce problème central qui est celui de lu passage à l'acte, ce que nous avons appelé en anglais « perpetrating violence ». Ce moment où le Sujet, ou l'anti-Sujet devient acteur, ce qui est délicat à analyser. D'ailleurs, s'agit-il d'un moment particulier, ou d'un processus à l'intérieur des processus plus larges de subjectivation et de dé-subjectivation. Les shs peuvent aller très loin dans la recherche des déterminants, dans la connaissance des processus, mais il faut aller au cœur du problème, du moment de l'acte. On voit bien qu'il y a de la perte de sens et de repères, du non-sens parfois, la quête de quelque chose parfois, que par exemple on passe à l'acte car on passe dans un autre univers, qui peut avoir sa part d'espérance.

Mais je voudrais surtout parler de la constitution de la sortie de la violence comme d'un domaine de recherche. Chacun ici le sait bien : il n'y a pas une symétrie parfaite entre les deux domaines, celui de la recherche sur la violence, et celui de la sortie de la violence, ce ne sont pas les mêmes catégories, les mêmes paradigmes qui peuvent nous aider. Et nous savons bien

que le savoir, ici, est surtout pour l'instant produit par des acteurs, les ONGs par exemple, par des experts, des consultants, des professionnels, et autres spécialistes du *nation building* ou du *conflict resolution*. Ma position ici sera peut-être jugée excessive : je pense qu'il y a là des acteurs qu'il faut étudier, avec qui surtout il faut coproduire des connaissances pour élever leur capacité d'analyse et, de là, d'action. L'industrie du *peace building* devrait être un objet, et pas seulement un élément partie prenante de la recherche.

Quelques points sont capitaux.

Le premier est qu'en la matière, il faut faire de la théorie, on ne peut pas se contenter d'idées sommaires, ni de paradigmes simplistes, les idées doivent être validées par les faits, la recherche, le terrain sont irremplaçables.

Le second tient à la fragilité des chemins de la sortie de la violence, de la paix par exemple. Ils peuvent sans cesse être bloqués, fermés. Rappelons-nous les espoirs liés aux rencontres d'Oslo entre Israéliens et Palestiniens, et liquidés avec l'assassinat de Begin, préparés par un climat entretenu par les extrêmes, y compris Netanyahu et les sionistes messianiques, ou l'impact de l'extradition de trafiquants de drogue qui a fait capoter le processus de paix en Colombie. Ou comment les révolutions arabes du début des années 2010, si démocratiques, ont cédé à la répression ouvrant la voie au chaos, ou à la radicalité dans l'action.

La sortie de la violence ne peut être confondue avec la fin de la violence concrète. Car quand les actes cessent — et on ne sait jamais si c'est durable ou non, si d'autres violences, sous d'autres formes ne vont pas resurgir — les blessures sont toujours là. Il faut donc étudier comment les individus, les groupes, les sociétés s'en sortent, comment on choisit plutôt l'oubli, plutôt la mélancolie, ou plutôt le deuil, qui me semble être la meilleure réponse. Encore faut-il ici clarifier les choses : qui sont les victimes, sont-elles simplement les personnes et les groupes qui ont été physiquement, pratiquement, directement, personnellement affectés par un épisode de violence ? Leurs enfants, leurs descendants ont-ils, et jusqu'à quel point, une légitimité à faire valoir, une reconnaissance, à exiger, des demandes de réparation à faire valoir ? Et que dire des enfants et des descendants de coupables ? Est-ce à l'État à se substituer à eux, pour assumer les torts du passé ? Tout ceci opère selon de temporalités variées : punir des coupables par exemple s'inscrit dans une autre temporalité que réparer les dégâts psychologiques, voire le traumatisme des victimes.

Il y a une forte dissymétrie, entre les descendants de victimes, qui peuvent se dire encore victimisés, souffrir longtemps après les violences subies par leurs parents, ou leurs ancêtres, en être pénalisés d'une part, et d'autre part les descendants de coupables, qui n'ont aucune responsabilité personnelle dans les actes de leurs ancêtres.

Il faut aussi examiner les acteurs et les moments de la sortie de la violence, par exemple, une sociologie des négociations secrètes et de leurs médiateurs est à faire. Ou bien encore, il est utile de comparer différentes fins de violence : qu'est-ce qui vaut mieux, une défaite militaire, ou une paix négociée, qu'est-ce qui est plus durable ? Il faut comprendre comment peuvent un jour cesser les passions, plus souvent portées par des mémoires que par de l'histoire, comment passer de la mémoire à l'histoire, comment les articuler. Comment aussi commémorer, la façon dont sont pensés les musées et les mémoriaux ou monuments liés à une expérience de violence, terroriste par exemple, mérite examen. Mais le plus important, Yvon Le Bot l'a dit en introduction, est dans l'existence éventuelle d'un enracinement du désir de non-violence et donc de démocratie, de recherche de la paix. C'est quand il existe des forces démocratiques, qui

peuvent avoir une charge sociale, culturelle, religieuse, que l'on sort de la violence, ou qu'on n'y entre pas.

De même qu'il faut examiner dans l'étude de la violence les conditions qui facilitent ou rendent difficile le passage à l'acte, l'alcool, la prégnance d'une idéologie politique, la pression du groupe, le conformisme, le sentiment d'impunité. etc., de même il faut envisager celles qui facilitent la sortie de la violence. Elles ne sont pas du même ordre, et ne concernent pas les mêmes acteurs.

La sortie de la violence c'est aussi une question judiciaire, de justice, et on a souvent opposé justice et paix : la recherche devrait examiner de façon comparative comment différentes expériences aboutissent ici. Tout n'est pas toujours clair dans les processus de violence. Il arrive qu'une même personne soit à la fois victime et coupable, ou ait été l'un, puis l'autre. Qu'une famille soit traversée par ce dilemme. Que la violence des uns puisse être expliquée par la violence antérieure des autres et que l'origine de la violence, et par conséquent les responsabilités soient difficiles, voire impossibles à établir — le problème du commencement est toujours délicat. Que des personnes ou des groupes, pris entre deux feux d'une violence qui les dépassaient, aient agi de façon hétéronome, et au gré des circonstances.

Je voudrais pour conclure suggérer que l'on se garde des schémas trop simples. L'art, la musique, le dessin, le théâtre peuvent participer de la sortie de la violence, et être étudiés comme tels ? Ils peuvent aussi accompagner la violence, y compris la pire. La religion peut être facteur de refus de la violence ? Elle peut aussi en être partie prenante. Des intellectuels peuvent théoriser et promouvoir la non-violence, le désengagement, l'autodissolution d'un groupe armé ? Ils peuvent aussi faire le contraire. N'ayons pas peur de parler d'ambivalence, d'ambiguïtés, de refuser, là aussi, les déterminations et les causalités élémentaires.

III- COMMENTAIRES ET REACTIONS

De l'équipe technique, FMSH…

Je voulais juste vous dire que c'était passionnant de préparer et de participer à ce colloque, de le faire tous ensemble, malgré la distance.
J'ai l'impression qu'on a rempli notre mission, réussir, avec notre aide à l'organisation et à la technique, à ce que cet événement ait lieu et que le travail de l'ANR puisse être exposé, discuté, comme si nous n'étions pas dans une situation sanitaire difficile.
Je suis très heureux des messages positifs de celles et ceux qui y ont participé.
Michel Zumkir, FMSH

Maintenant que j'ai pu reposer un peu mon cerveau et calmer mon excitation d'avoir été si concentrée pendant deux jours je vous exprime aussi tout mon plaisir à travailler avec vous, mon intérêt et enfin la satisfaction que nous en tirons. Quand on fait des événements comme celui-là. De notre côté à Michel et à moi en tout cas, puisque nos métiers ont toujours été d'apporter une valeur ajoutée à des travaux de recherche, eh bien on éprouve de la satisfaction et le sentiment d'avoir rempli une belle mission d'intérêt général, oui, je sais c'est un peu… mais je le ressens comme ça.
Emmanuelle Corne, FMSH, Diffusion des savoirs – Audiovisuel

Du conseil scientifique…

Un grand plaisir, une équipe formidable.
Bill O'Neill, **consultant ONU, New York**

Des participants …

Session 1

Merci de m'avoir associé à cette ANR et à tous les travaux qui ont pu en résulter. Au plaisir de continuer cette aventure sur les quelques mois à venir.
Bruno Domingo, enseignant-chercheur, Université de Toulouse 1 Capitole, président de l'Association française de criminologie

Un grand merci pour avoir donné l'occasion à ces groupes de se constituer.
Farhad Khhosrokhavar, sociologue, directeur d'études, EHESS.

Session 2

Je te remercie beaucoup pour ce colloque. J'ai entendu des interventions vraiment passionnantes.
Romain Huët, sciences de la communication, maître de conférences, Université de Rennes 2

Félicitations pour le colloque, c'était non seulement fort passionnant sur le plan scientifique, mais en plus fort agréable à suivre malgré les contraintes et ce, grâce au soutien logistique impeccable de l'équipe sympathique, bravo à vous tous !
Sabrina Melenotte, anthropologue, chargé de recherche, IRD

Session 3

Je tenais à vous remercier personnellement pour l'accompagnement et le soutien de cette ANR durant ces trois années. Ça a été pour moi un espace de dialogue, d'échange qui m'a beaucoup aidée à développer mes recherches.
Erminia Chiara Calabrese, Postdoctoral researcher Marie Curie ; Affiliated researcher CéSor/EHESS

C'était un colloque de grande qualité, avec une organisation technique impeccable. Félicitations aux organisateurs ! Encore merci pour ces échanges agréables et stimulants rendus possibles grâce à SOV.
En espérant qu'il y aura d'autres occasions de collaborer !
Valentina Napolitano, chercheuse, Institut français du Proche-Orient (IFPO).

Bravo encore pour ce colloque stimulant et excellemment organisé.
Merci de m'avoir associé à cette aventure qui m'a permis d'explorer de nouveaux horizons passionnants.
J'espère que nous trouverons le moyen de continuer à collaborer ensemble.
Laura Ruiz de Elvira, chargée de recherche, IRD.

J'ai trouvé que le colloque avait été tout à fait réussi, et que dans ces conditions peu évidentes l'organisation en avait été vraiment remarquable.
Pénélope Larzillière, directrice de recherche, IRD

Session 4

Merci beaucoup de m'avoir invité à faire partie de ce dernier colloque SoV, parmi des grands spécialistes ! Merci aux organisateurs car le défi technique n'était pas négligeable. Tous les échanges ont été très stimulants et enrichissants. J'espère vivement pouvoir répéter cette expérience en présentiel.
Johanna Carvajal G., doctorante en Études latino-américaines, Aix-Marseille Université - Universidad de Antioquia (Colombie)

Estimados colegas, antes de que me absorba una nueva tanda de reuniones virtuales, quería agradecerles por haberme invitado a hacer parte de esta plataforma de ideas e intercambios académicos. Escuchar análisis de otras situaciones de entrada/salida/mantenimiento de la violencia siempre será enriquecedor y retador. La mirada comparada interroga relaciones que, sin darnos cuenta, vamos convirtiendo en esencialismos petrificados. También aprecio el esfuerzo por enmarcar nuestros análisis en preguntas académicas más amplias/teóricas.
Merci Yvon. Merci aux organisateurs. Merci aux collègues pour leurs interventions. Écouter leurs réflexions est toujours stimulant.
María Emma Wills, politologue, Universidad de los Andes, Bogotá

Me uno a la comunicación de María Emma para manifestarles nuestro reconocimiento por la labor que han adelantado impulsando este programa de investigación. La calidad de los participantes involucrados y de las reflexiones desarrolladas respaldan los resultados. Estaremos siempre en disposición de contribuir a su divulgación.
Ricardo Peñaranda, historien, directeur de l'IEPRI, Université nationale de Colombie à Bogotá

<u>Du public…</u>

Merci à tous. Éclairante tentative de décryptage des processus sociétaux et des chemins de vie qui les illustrent autant qu'ils leur donnent chair.
Un auditeur

Bravo pour le colloque de fin d'ANR. J'ai écouté le premier matin et l'après-midi de mardi (les interventions sur la Colombie). Je me rends compte du boulot que cela a dû vous demander, à toi et à tes collaborateurs-trices, efficace.
Catherine Bidou, sociologue, CNRS

Je n'ai malheureusement pas pu assister à toutes les interventions du colloque.
Le CHRS Soleillet de l'association Aurore accueille des femmes à leur sortie de détention et la problématique de la sortie de violence se pose régulièrement.
J'ai beaucoup apprécié les interventions et vous en remercie.
Valérie Caulliez, Centre d'hébergement et de réinvention sociale (CHRS) Soleillet de l'Association Aurore

Un grand bravo car le colloque, ou du moins les trois sessions auxquelles j'ai pu assister, m'ont paru passionnantes et l'organisation excellente.
Sophie Daviaud, politologue, Sciences Po Aix-Marseille

Le colloque est excellent du point de vue du contenu. Le thème de l'économie morale retient tout particulièrement mon intérêt. Et tous les débats de mardi après-midi étaient passionnants. Concernant le format, je dirais presque que c'est mieux qu'en présentiel.
Danièle Joly, sociologue, Université de Warwick, UK

Je vous remercie pour les deux journées de conférences de l'ANR SoV qui étaient extrêmement riches et intéressantes.
Coralie Morand, doctorante en anthropologie, Université Paris Nanterre

Merci. ¡Saludos a todos desde Peru!
Narda Henriquez, **sociologue, Université catholique de Lima**

Ce colloque en ligne contribue, dans une certaine mesure à une démocratisation de la recherche ; nous n'aurions pas, pour certains d'entre nous, eu le temps de nous rendre sur les lieux ou eu le financement de nos laboratoires.
Sylvie Laval, Université Toulouse 1 Capitole

Bravo et merci à tous les intervenant.e.s , c'était formidablement intéressant. Merci à Michel Wieviorka pour cette ouverture vers le futur et pour avoir évoqué le travail et la coopération avec les ONG et associations, acteurs de terrain.
Véronique de Montfort, **directrice éditoriale, éditions La Boîte à Pandore**

Un colloque très réussi. J'ai été impressionné par la qualité du colloque, ainsi que par la maîtrise technique de l'outil. C'était vraiment très bien. Tous les intervenants que j'ai entendus étaient dans le sujet ce qui est exceptionnel. J'ai aussi compris que le sujet n'était pas clos ; comment faire parler ensemble ceux qui souhaitent couper les ponts avec l'histoire (officielle) et ceux pour qui elle est une source d'information plus que nécessaire. On attend donc les publications. Félicitations.
Hélène Rivière d'Arc, géographe, CNRS

Je voulais vous remercier de m'avoir permis de suivre le colloque. J'ai pu suivre toutes les sessions, qui m'ont toutes intéressée.
Historienne et moderniste, je travaille sur des périodes bien plus anciennes que les participants à l'ANR et au colloque. Je travaille sur la mémoire des guerres de religion, sur les violences révolutionnaires et également sur la manière dont les sociétés et les États ont voulu et pu sortir de périodes aussi violentes. C'est pourquoi votre colloque m'intéressait. Sans doute est-il assez difficile et parfois artificiel de chercher à appliquer aux périodes lointaines des concepts forgés pour notre temps, rien n'étant égal, mais les problématiques se croisent et peuvent s'enrichir. Des dispositifs assez proches de ceux qui ont été présentés hier, avec bien des nuances, ont été mis en œuvre à la Renaissance et, en partie seulement, par le Consulat, puis sous la Restauration. Dans mes travaux, j'ai accordé de l'attention à l'opinion, dans la mesure où on peut la saisir pour l'époque moderne, car je constate aussi que c'est le facteur le plus important pour mettre en œuvre des sorties de violence.
Merci encore et bonne poursuite de vos travaux,
Valerie Sottocasa, professeur d'histoire, Université Toulouse 2

Merci pour ce colloque et son organisation, pour les interventions très riches et complètes. **Céline Fernandez**

<u>Parmi les autres remerciements, sur le *chat* …</u>

Chafiaa Djouadi, architecte, docteur en géographie.
Marylène Najman, association Accueil Écoute Rencontre Adolescence.
Julien Grobert, maître de conférences de marketing.
Abderrahim El Janati, doctorant, Université Toulouse 1 Capitole.
David Alfred Ngandu
Lina Penagos, doctorante en sciences politiques, Université Paris-Est.
Myrna Insua, doctorante, Université Paris-Est Créteil.
Anne Le Huérou, sociologue, professeur, Université Paris Nanterre.
Brieg Capitaine, sociologue, professeur, Université d'Ottawa.
Solange Borie, visiteuse de prison.
Roque U
Ebru Balli, Association Convivencia.
louisemt
Marie Kortam, sociologue, IFPO, Beyrouth.
Alexis Ben Fredj
Mellouki